Vol 14 # 25 • Du 23 au 29 Décembre 2020

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

L'USGPN ET LA BSAP AU SEIN D'UN SCANDALE



Voir page 3

Dans la soirée du lundi 21 au mardi 22 décembre 2020, 8 agents policiers de l'USGPN auraient été désarmés et dépouillés d'une forte somme d'argent par des individus qui se réclament de la BSAP

JOVENEL MOÏSE SOUTIENT LE COLONIALISME MAROCAIN AU SAHARA OCCIDENTAL



Voir page 3

Le Ministre haïtien des affaires étrangères, Claude Joseph, a co-présidé la cérémonie d'inauguration de l'Ambassade haïtienne au Maroc avec son homologue marocain Nasser Bourita le samedi 12 décembre 2020 dernier









HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Frantz Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Nouvelle année, mêmes luttes

Par Frantz Latour

« Ceux qui vivent sont ceux qui luttent »

Victor Hugo

Au revoir 2020 et bonjour 2021 dirons-nous sous peu. Que d'épreuves, de chutes, de remontées et de rechutes au cours d'une lutte sans merci menée par les masses haïtiennes, poignardées toutefois dans le dos par une opposition crétine sous la houlette du tuteur impérialiste : en fait, un ramassis de politiciens divisés, écartelés, sans principe, sans projet d'avenir cohérent, libérateur pour le « peuple souffrant », pour la majorité de la nation marginalisée depuis le parricide de 1806.

Un peu partout dans le monde, les déshérités, les exploités, les chômeurs, les oubliés, les jeunes sans avenir, les prolétaires courbés sous le harnais capitaliste s'affirment plus que jamais comme force agissante, déterminante, enthousiaste, comme on vient de le voir en Bolivie. En Haïti, au cours de ces dix dernières années, des vieux, des jeunes, des femmes et des hommes résolus battent le macadam sans relâche pour crier leurs souffrances, leur rage et leur révolte contre d'insupportables conditions existentielles.

Ils dénoncent avec force la faim, la maladie, la nudité de leur dénuement, les injustices criantes d'un pouvoir moribond mais cruel, la corruption à ciel ouvert, l'incurie débridée des autorités, l'insécurité galopante, et depuis peu une systématisation du kidnapping ; bref, ils rejettent résolument un système qui n'est que « destruction de l'humain et gaspillage des ressources ».

Au cours de ces déprimantes années de PHTKisme destructeur du tissu social haïtien, une colère croissante des opprimés s'est développée qui malheureusement ne s'est pas accompagnée d'une conscience de changement révolutionnaire claire, ce par la faute d'une opposition archinulle, irresponsable, bêtement et béatement attelée à la bourgeoisie et à l'impérialisme. Nous avons donc assisté à « des tâtonnements sans contenu concret réel, un rabâchage piteux, un radotage stérile du mot changement », à d'acrobatiques « propositions de sorties de crise » qui finalement ont conduit à une trahison des luttes et espoirs des masses haïtiennes

Le journal Haïti Liberté adresse au peuple haïtien, à ses lecteurs et lectrices, ses commanditaires et collaborateurs, ses meilleurs vœux de bonheur, de succès et de santé dans un monde meilleur en 2021, un monde par les Peuples et pour les Peuples, dans une Haïti par les Haïtiens et pour les Haïtiens, dans la paix, la solidarité, la coopération et le progrès. 2021 devra être nouvelle année qui soit une victoire dans la lutte de classe pour les droits des travailleurs et travailleuses contre l'exploitation capitaliste. Pour paraphraser Victor Hugo : *« Saluons ensemble cette nouvelle année qui vieillit notre lutte sans vieillir notre solidarité de classe ».*

« Soufflons nous-mêmes notre forge ». Du fond de sa prison, Georges Abdallah a eu à dire avec justesse : « *Ce n'est qu'ensemble que les prolétaires et les diverses composantes des masses populaires de ce pays vaincront* » : son pays, l'Algérie ainsi qu'Haïti, notre pays. Nouvelle année, mêmes luttes, mêmes espoirs.

Meilleurs vœux à nos compatriotes pour une année 2021 créative et militante.

Jovenel Moise soutient le colonialisme marocain au Sahara occidental



L'ambassadeur d'Haïti au Canada, Weibert Arthus (à gauche) et le ministre des Affaires étrangères du Maroc, Nasser Bourita, ont coupé le ruban du nouveau consulat d'Haïti à Dakhla, au Sahara occidental, le 14 décembre.



La délégation haïtienne présente à l'ouverture le 14 décembre du consulat d'Haïti au Sahara occidental posant dans le bureau du consul avec le Ministre des affaires étrangères du Maroc, Nasser Bourita (à gauche). Le portrait du président Jovenel Moïse côtoie celui du roi Mohammed VI, fils du roi Hassan II, qui s'est initialement emparé du Sahara occidental en 1975.



Des drapeaux du Front Polisario flottent au-dessus d'un défilé de l'Armée de libération du peuple sahraoui. Le Front Polisario se bat pour l'indépendance du Sahara occidental depuis 1973. Photo: Farouk Batiche / AFP

Par Kim Ives

Haïti n'était pas seulement la première nation d'Amérique latine. En un sens, c'était aussi la première colonie africaine à se libérer. Après tout, en 1791, la moitié des 500.000 esclaves qui ont lancé la révolution qui devait durer 13 ans dans la colonie française de Saint-Domingue étaient nés en Afrique.

Il est donc particulièrement honteux qu'Haïti soit le premier pays d'Amérique latine à reconnaître officiellement la revendication illégale du Maroc sur le Sahara occidental, la dernière colonie africaine.

Le président haïtien Jovenel Moise l'a fait en ouvrant, le 12 décembre 2020, une ambassade à Rabat, la capitale du Maroc et un consulat le 14 décembre dans la ville de Dakhla, située sur la côte atlantique du Sahara occidental.

L'ouverture de l'ambassade haïtienne là-bas, seulement la deuxième sur le continent africain, après celle de Pretoria, en Afrique du Sud, a été initiée par l'administration du président Donald Trump en coordination avec Israël, que le Maroc a accepté de reconnaître le 10 décembre, ce qui en fait le quatrième pays arabe - après Bahreïn, les Emirats arabes unis et le Soudan - à l'avoir fait en 2020.

Pour gagner l'accord du Maroc sur l'établissement de liens formels avec Israël (il y avait eu des relations secrètes pendant des décennies), les États-Unis ont reconnu la revendi-



Le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, devant les drapeaux haïtien et marocain, s'exprimant lors de l'ouverture du nouveau consulat haïtien à Dahkla, au Sahara occidental, le 14 décembre

cation du Maroc sur le Sahara occidental, au défi des Nations Unies qui reconnaissent la revendication d'indépendance du Sahara occidental. C'est le site internet de l'ambassade des États-Unis en Israël qui a publié le 4 décembre la «Proclamation sur la reconnaissance de la souveraineté du Royaume du Maroc sur le Sahara occidental» de la Maison Blanche de Trump.

La proclamation affirme qu'«un État sahraoui indépendant n'est pas une option réaliste» et que l'annexion du Sahara occidental par le Maroc «est la seule solution possible» à une impasse vieille de trois décennies sur le sort du territoire.

La proclamation annonce que les États-Unis «ouvriront un consulat sur le territoire du Sahara occidental, à Dakhla, pour promouvoir les opportunités économiques et commerciales pour la région».

Le président haïtien Jovenel Moïse, qui dépend entièrement de Washington pour sa survie politique, a été poussé à agir comme une marionnette pathétique dans cette manœuvre de Trump.

L'ambassadeur d'Haïti au Canada, Weibert Arthus, s'est joint au Ministre des affaires étrangères du Maroc, Nasser Bourita, pour présider la cérémonie d'inauguration, à laquelle assistaient principalement une poignée de diplomates marocains et haïtiens.

L'Espagne a colonisé le Sahara occidental, un vaste territoire de 103.000 kilomètres carrés principalement désertique, en 1884. Mais, alors que des luttes anticoloniales éclataient à travers l'Afrique dans les années 1960 et 1970, le Front Polisario, représentant le peuple sahraoui du Sahara occidental, a lancé une lutte de libération nationale en 1973 pour chasser les Espagnols, qui ont abandonné cette colonie de la taille de l'Islande en 1975.

Mais le roi marocain Hassan II a immédiatement envahi, luttant contre le Front Polisario pour le contrôle de la zone, rebaptisée République arabe sahraouie démocratique.

En 1979, l'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu le droit des 600.000 sahraouis à l'autodétermination et le Front Polisario comme leur représentant. (Même l'ambassadeur à l'ONU du «Président à vie» Jean-Claude «Baby Doc» Duvalier a voté en faveur de la résolution).

Une guerre de guérilla entre le Maroc et le Front Polisario a duré de façon spasmodique pendant 16 ans jusqu'en 1991, lorsqu'un cessez-le-feu avec la promesse d'un référendum sur l'indépendance a été négocié. Mais depuis lors le Maroc a fait obstacle à toute tenue de référendum.

Le 13 novembre, le Maroc a lancé une opération militaire dans le territoire, traversant la zone tampon administrée par l'ONU (MINURSO) et forçant le Front Polisario à également abandonner la trêve. La provocation du Maroc a été clairement stimulée par la perte par Trump des élections étatsuniennes du 3 novembre. C'était une dernière occasion de se joindre à Trump et Israël pour présenter au monde un autre fait accompli effronté, comme l'a été le déplacement de l'ambassade des Etats-Unis en Israël à Jérusalem ou l'assassinat du plus important scientifique nucléaire iranien.

«*La décision de Trump ne change rien en termes juridiques sur la question des Sahraouis parce que la communauté internationale ne reconnaît pas la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental*», a déclaré le 10 décembre un communiqué du Front Polisario. «*Cela constitue une violation flagrante de la charte des Nations Unies… et des principes fondateurs de l'Union africaine, et entrave les efforts de la communauté internationale pour trouver une solution pacifique au conflit entre la République sahraouie et le Royaume du Maroc*».

L'administration Trump a utilisé Haïti comme un pion dans un autre

suite à la page(16)

L'USGPN et la BSAP au sein d'un scandale





Des policiers de l'Unité de sécurité générale du palais national (USGPN)



Des agents de la Brigade de Sécurité des Aires Protégées (BSAP)

Par Isabelle L. Papillon

Dans les coulisses du Palais National et relayé par la Radio Scoop FM, il est bruit que dans la soirée du mardi 22 décembre 2020, 8 agents policiers de l'Unité de sécurité générale du palais national (USGPN) qui étaient en mission spéciale ont été mis en déroute sur la route nationale numéro 3 au pied de Morne à Cabri par une autre force armée : légale ou illégale ? Personne ne le sait encore.

Le paradoxe est que ces 8 policiers voyageaient avec deux voitures policières pour se rendre à Marion, dans la Commune de Terrier-Rouge. Le scénario raconté est cousu de fil blanc et laisse penser qu'il y a anguille sous roche.

En effet, on a fait savoir, sans doute selon les déclarations des policiers du Palais, qu'ils transportaient une forte somme d'argent de la Capitale qui devait aller aux ouvriers travaillant dans la construction du barrage hydroélectrique sur la rivière Marion du côté de Grand-Bassin.

Personne officiellement n'a donné d'explication sur la provenance de cette somme : venait-elle venait du Palais National ou du ministère des Finances ? Qui avait engagé ces policiers pour cette mission à une époque aussi fragile ?

Et si l'on en croit leurs déclarations, la somme inconnue a été tout bonnement emportée par 40 hommes armés qui ont désarmé les policiers et les ont dépouillés de tout, entre autres 5 fusils Galils, un M14, 8 pistolets, deux radios de communication, et des téléphones confisqués.

Les assaillants ont même eu le temps de confesser à leurs victimes qu'ils ne sont jamais payés pour leur boulot par l'État haïtien. Ils travaillent et ne reçoivent aucun salaire depuis bien des mois et ce fonds kidnappé est pour se rémunérer eux-mêmes.

Qui va croire à cette histoire que racontent les policiers cantonnés au Palais National ? En fait, ces assaillants qui ont commis cette forfaiture ne sont pas des bandits illégaux mais bien légaux, à savoir des agents de la Brigade de Sécurité des Aires Protégées (BSAP) comme l'ont fait savoir les 8 soi-disant victimes.

Par la suite, le directeur de la BSAP, Jeantel Joseph, au cours d'une courte interview à Scoop FM a affirmé qu'il avait été mis effectivement au courant d'un incident survenu au cours de la nuit. Selon lui, il n'y avait que 4 agents BSAP à cet endroit et qui sont toujours au poste ; mais pas le chiffre de 40 qu'indiquaient les hommes du Palais National.

La première question à poser est celle-ci : pourquoi ce sont des policiers qui ont été utilisées pour transporter cette somme d'argent ? Les deux voitures qui transportaient cette valeur monétaire avaient-elles un coffre-fort que personne ne pouvait ouvrir que par ceux qui en connaissaient le code ? Qui a décidé de cette aventure, et si tout cela n'est pas un montage, celui qui a décidé d'envoyer cette somme à Marion est amplement complice de ce vol. Si vraiment il y a vol. Il se pourrait que ce soit un complot bien orchestré par les agents de l'USGPN pour s'emparer de cette somme d'argent.

C'est un dossier qui n'est qu'une illustration du niveau de corruption au sein même de la plus haute magistrature de l'Etat. Des vols organisés par tous les dirigeants sans exception. Tout en rappelant que le comportement des agents de la Brigade de Sécurité des Aires Protégés (BSAP), ces individus vêtus d'uniforme militaire et lourdement armés, est très critique parce qu'ils se livreraient à des activités paramilitaires, une sorte de milice du banditisme.

Nous espérons que les autorités gouvernementales mettent à clair ce scandale de vol et de corruption planifié.

De l'intranquillité pour traquer la précarité (Partie I)

Par Erno Renoncourt

Une tribune pour laisser retentir l'urgence de l'intranquillité capable de terrasser l'insignifiance académique et traquer la précarité qui tue l'intelligence collective. Partout où les défaillances sont le fait de médiocrités de la conscience, il faut que l'engagement éthique éclaire le savoir pour porter la lumière des compétences plus loin que le petit rectangle de papier froissant du diplôme.

De la solitude des lanceurs d'alerte

Il y a quelques jours, le 8 décembre dernier, les médias alternatifs en ligne relataient, le décès de Brandy Vaughan. De qui parle-t-on pour que ce soit à ce point digne d'être souligné ? D'une ancienne représentante pharmaceutique des laboratoires Merck & Co qui était devenue lanceuse d'alerte antivaccin. Comme on pouvait sans douter, cela n'a pas fait grand bruit dans les médias occidentaux. Et pour cause. Car cette disparition coïncide étrangement avec le démarrage prochain d'une immense campagne de vaccination en Europe et aux USA contre le coronavirus.

Qui aurait intérêt à agiter dans l'opinion ce décès, potentiellement suspect, quand on sait que la victime avait quitté ses fonctions pour sensibiliser l'opinion sur les risques et la dangerosité des vaccins, en prônant la liberté vaccinale contre la contrainte. Car, « après avoir compris que le Vioxx, médicament qu'elle avait contribué à commercialiser, avait finalement causé la mort de plusieurs centaines de milliers de patients à travers le monde, elle avait démissionné de ce puissant groupe pharmaceutique [1] ». Une démission justifiée alors par des mots forts [2] : *« J'ai choisi le courage. J'ai choisi la compassion. J'ai choisi l'intégrité. J'ai choisi la santé. J'ai choisi l'honnêteté. Et surtout, j'ai choisi*



Wilson Laleau ancien vice-recteur aux affaires académiques de l'Université d'État d'Haïti

l'amour [de la vie]. »

Vers une pédagogie de l'éthique

Alors, je surfe sur cet exemple de courage éthique (qui, précisons-le, n'est jamais sans risque) pour rappeler combien Haïti a immensément besoin de cette forme d'intelligence pour relier les parcours académiques, les compétences professionnelles à des postures de dignité et d'intégrité. Des postures qui pourront auréoler des trajectoires de vie pour laisser transpire l'éthique comme ultime intelligibilité de notre humaine condition. C'est quand même dommage que les gens ne mesurent pas l'importance de l'éthique comme démarche individuelle pour protéger le collectif. De toute évidence, il semble illusoire de se reporter à la société et à ses institutions pour garantir la performance d'un collectif. Dans la mesure où, de la base au sommet, toute société n'est constituée que de groupes d'intérêts et d'organisations qui sont eux-mêmes constitués et dirigés par des individus, ce sont donc les préoccupations et les motivations des individus qui font tourner les organisations et les sociétés. In, fine, c'est sur eux qu'il faut agir pour induire la stabilité comme on agirait en amont sur défaillance localisée pour performer en



La performance collective comme valeur construite par un écosystème intelligent © Erno Renoncourt

aval le système global.

Une société et ses institutions ne sont pas des abstractions philosophiques et des nébuleuses qui apportent la stabilité, la justice et la performance par décret et injonction démocratique. Les institutions politiques, les entreprises privées et les organisations de la société civile d'un pays sont des réalités contextuellement façonnées et modelées par les exigences de la population, laquelle n'est un agrégat d'individus. Or, ceux-ci, par la diversité de leurs aspirations et par leurs faiblesses innombrables, représentent les maillons faibles de l'écosystème organisationnel et social. Et comme dans tout écosystème, c'est au niveau précis où les maillons faibles sont localisés qu'il faut porter l'action puisque ce sont eux qui apportent les déséquilibres nuisant à la stabilité globale.

Comme dans un système thermodynamique régulé par son enthalpie, laquelle est portée par son énergie interne, sa pression et son volume, une société est régulée par son intelligence collective, laquelle détermine son évolution à partir de la valeur des processus de ses organisations et de l'engagement éthique de ses membres. Ceux-ci, dans leurs interactions, produisent de la valeur, comme énergie interne, qui amène la société à se sublimer pour résister aux pressions externes. Nécessairement, toute démarche rigoureuse pour faire évoluer un système dynamique et modifier sa trajectoire erratique doit tenir compte de la pression externe afin de mieux activer et entretenir cette énergie interne. Dans les conditions humaines de défaillance, plus la valeur éthique des individus dans une société est élevée, moins ils ressentent la précarité externe et plus ils agiront intelligemment pour garantir la stabilité de leur écosystème (clin d'œil à la loi des gaz parfaits). L'éthique apparait donc dans notre approche, non comme une démarche politiquement neutre, mais comme une démarche de gestion de risque qui vient éclairer l'action politique pour sécuriser les maillons faibles des processus organisationnels afin de renforcer les protections contre les défaillances stratégiques pour maintenir l'équilibre et la stabilité de la société.

L'image mise en exergue illustre les liaisons structurantes entre les différentes dimensions d'un écosystème performant. La performance ne se décrète pas, elle est la valeur restituée par un écosystème intelligent dont les processus d'affaires des organisations et des institutions sont en cohérence avec l'engagement éthique du collectif. C'est cet engagement éthique qui doit nourrir toutes les dimensions de l'écosystème comme une ardente énergie interne (enthalpie). Une énergie appelée à irradier à la fois l'intelligence des données d'activités des entreprises et des organisations, l'intelligence du pilotage des affaires, pour que, tout en se nourrissant de l'intégrité des acteurs, elle puisse générer la performance comme une valeur restituable, comme un construit collectif contextuellement objectivable. L'intelligence éthique n'est pas sorcier. C'est un prolongement de l'intelligence collective avec une spécification de son domaine d'action.

Concrètement, si l'on excepte les goulags, les fusillades en masse et autres atrocités inhumaines, déjà exploitées infructueusement, il ne reste plus que l'éthique comme ultime démarche pédagogique pour circonscrire les risques induits par le facteur humain dans une société. Mais, empressons-nous de dire que l'éthique est prise ici, non dans une dimension de contrainte morale imposable à tous ; mais dans une dimension de compétence transversale intégrable aux autres compétences pour forger de nouvelles technologies de l'intelligence et faire émerger des infrastructures de résistance capables de s'opposer aux défaillances. L'éthique doit donc pédagogiquement s'imposer comme une soupape de sécurité intégrable aux compétences académiques et professionnelles pour préparer, ceux et celles qui seront en situation de prise de décision, à exercer leur responsabilité dans une logique priorisant l'intérêt collectif. Un savoir dispensé en un lieu donné n'a de pertinence que s'il prépare les individus de ce milieu à faire face aux problématiques et défaillances contextuelles. Le Japon a su intégrer la problématique sismique dans toutes ses préoccupations stratégiques, il en est résulté un empire technologique.

Refonder la conscience sur des bases structurantes

Ce qui nous permet de revenir et d'insister sur l'immense indigence du projet éducatif haïtien qui se contente, soit de préparer des cadres qui iront se proposer au salariat dans d'autres pays, soit de former des entrepreneurs et créateurs d'emploi pour fructifier le business d'un patronat spécialisé dans la culture des mauvais arrangements, soit de préparer des cadres qui vont servir d'intermédiaires aux ONG. La vraie défaillance d'Haïti n'est pas sa pauvreté, mais la pauvreté humaine de ceux qui brandissent les diplômes et revendiquent la réussite. Ici les chercheurs en éducation gèrent, à partir de données faussées et trafiquées, de petits projets pour les agences internationales, comme les spécialistes de la santé publique qui gèrent, sans aucune donnée probante pour le pilotage de leurs activités, des projets de lutte contre les contagions. C'est la même chose au niveau de la justice. Tout un pays mis en chantier par de petits projets incohérents et insignifiants. En effet, c'est plus confortable, car plus rentable, de travailler sur ce qui n'aura aucun impact sur les défaillances. Ce sont les défaillances qui permettent à ces projets de se pérenniser.

Alors même que l'on sait que le modèle d'affaires dominant est la corruption, alors même que l'on sait que l'instabilité globale repose sur l'impunité, le manque d'intégrité des acteurs et l'absence de courage éthique des, on ne voit aucun projet éducatif qui propose de s'attaquer à ces déficiences. Et, même, en toute imposture, on trouve des universités haïtiennes qui proposent des programmes de Master en intelligence artificielle et en robotique, alors que l'écosystème informationnel du pays est un vaste foutoir. Et oui, les « génies » haïtiens, pour montrer leur savoir et snober l'indigence, dissertent et organisent des ateliers sur l'intelligence artificielle alors que dans leur pays l'intelligence est une fiction. Car, quand il n'y a ni intelligence des affaires, ni intelligence analytique, ni imputabilité des actions, ni intégrité des acteurs, on voit très mal comment articuler un projet d'intelligence dont la cohérence repose sur l'intelligence des données et des activités. Comme si l'épistémologie du Big Data, sur laquelle repose l'intelligence artificielle, ne doit pas être en résonance avec l'intelligence éthique de l'écosystème où elle agira.

Le drame haïtien est aussi là : il y a une inflation de gens diplômés, mais ils n'ont pas le courage éthique pour porter leur savoir comme un outil de changement au service de l'intranquillité pour s'attaquer aux défaillances du lieu où ils vivent. Le savoir est pour eux un effet de mode, un artifice de séduction intellectuelle. L'effondrement de la conscience est si manifeste en Haïti que le lettré Haïtien se sent plus à l'aise et plus savant à discourir sur les problématiques étrangères qu'on lui impose par injonction ou qu'il fait siennes par séduction que sur les propres problématiques qui objectivent le contexte de ses défaillances. Haïti doit se donner les moyens de construire son propre récit de performance à partir d'une contextualisation du savoir de ses élites ; celles-ci doivent se sentir contraintes d'agir sur les problématiques qui contextualisent les défaillances de leur milieu et non plus de continuer de vivre dans les rêves d'ailleurs.

À ce propos, comme je l'avais déjà souligné, n'est-ce-pas absurde que l'École Nationale des Politiques Publiques (ENAPP), conçue par les Canadiens pour Haïti, ne dispense aucune formation reliant la prise de décision aux enjeux éthiques et à la maitrise des risques informationnels ? Pourtant toutes les écoles canadiennes mettent l'accent sur l'éthique, la responsabilité, le sens du bien commun et la culture des données comme supports d'aide à la décision. Est-ce étonnant alors qu'Haïti soit le pays le plus corrompu des Caraïbes ? Alors que le lien entre mauvaise gouvernance et déficit informationnel est fondé, n'est-ce pas un signe de médiocrité de constater si peu d'initiatives de renforcement cherchant à sécuriser les risques éthiques et les risques informationnels des institutions haïtiennes ? Or, tout un chacun sait que ces risques servent de portes d'entrée à la corruption.

Voilà qui explique pourquoi l'écosystème informationnel de la gouvernance publique haïtienne reste un véritable foutoir permettant aux gestionnaires et administrateurs de s'enrichir, tout en rejetant les contreperformances de leurs institutions sur la médiocrité collective : « à l'image du pays ! ». En effet, que ce soit pour la justice, pour la sécurité publique, pour la police, pour l'éducation, pour la sécurité sociale et pour la santé, il n'y a aucune cohérence dans la gestion de l'information stratégique. Tout se fait au petit bonheur, selon un modèle économique performant (voir notre article l'économie de la défaillance) qui, conforté par l'impunité, nourrit l'irresponsabilité et les médiocrités. Il y a des variables objectives qui confortent la théorie de l'indigence dans ses fondamentaux comme un effondrement dans la conscience induisant une errance collective que nourrissent la malice et la culture de la corruption (voir notre article l'équation de l'errance quantique).

Fort de ce constat, dans un écosystème aussi humainement précarisé, comment ne pas chercher à faire émerger chez les universitaires, des exemples qui peuvent nourrir et magnifier cette enthalpie collective à travers des postures d'intégrité. D'autant, que c'est par rafales successives que défilent les images explosives de l'indigence des universitaires haïtiens. En voulez-vous des exemples de choix ? En voici trois significatifs à plus d'un sens :

Qui ne se souvient pas de l'attitude immonde de ce vice-recteur aux affaires académiques de l'Université d'État d'Haïti applaudissant servilement un président jugeant convenable d'insulter publiquement un journaliste qui a osé lui poser une question pertinente ! Est-ce étonnant que devenu ministre ce vice-recteur soit impliqué dans l'architecture de l'une des plus grandes opérations de corruption (PetroCaribe) du siècle dans le pays ?

Qui ne se souvient pas des images indigentes montrant un ministre contraint pour ne pas perdre son poste, non seulement de porter la couleur d'un parti politique dont il n'est pas membre, mais aussi de chanter et de danser avec le président qui animait les conseils des ministres de son gouvernement comme au temps où il animait son orchestre comme Sweet Micky ? Comment prendre au sérieux aujourd'hui les recommandations de cet ex ministre sur la bonne gouvernance éducative quand son éducation ne lui a pas permis de résister ou de s'opposer aux mille dérives du gouvernement dont il a été membre pendant environ 3 ans entre 2012 et 2015 ?

Qui ne se souvient pas de l'attitude minable et déplorable de ce directeur du conseil national des télécommunications (CONATEL) au lendemain d'une séance publique au cours de



Brandy Vaughan lanceuse d'alerte antivaccin, décédée le 8 décembre dernier, sa disparition suspecte n'a pas fait grand bruit dans les médias occidentaux

laquelle le président de la commission de justice du Sénat de la République annonçait des numéros de téléphone des officiels haïtiens qui communiquaient régulièrement avec les gangsters. Au lieu de mettre son institution au service de la justice pour identifier ces puissantes complicités politiques, économiques et diplomatiques qui protègent les gangsters et les bandits, il a préféré, pour protéger son poste, déclarer publiquement qu'il n'était pas responsable de la communication de la liste des dits numéros de téléphone.

Faut-il que je précise que dans tous ces cas, et dans les milliers d'autres qui font la renommée du shitole haïtien, il s'agit exclusivement de gens qui ont fréquenté les prétendues meilleures écoles haïtiennes, ont étudié dans les plus grandes universités étrangères, notamment européennes et américaines, et qui travaillent ou ont travaillé pour les plus grandes agences internationales de développement ou de protection de droits humains ! Preuve s'il en était encore besoin de l'enfumage que fait régner ceux qui revendiquent le savoir et la réussite en Haïti.

Comment terminer cette fouille sur les postures éthiques sans rappeler que c'est dans la banalité des comportements et dans les irresponsabilités individuelles que les médiocrités se répandent pour devenir normes sociales, déviances collectives et défaillances politiques imposables à tous ? Comment face au vide éthique terrifiant qui déforme l'écosystème haïtien ne pas être inquiet pour l'avenir au point de demander une rupture d'avec ces impostures ? En tout état de cause, il faut se demander si Haïti pourra réussir le sursaut nécessaire pour sortir des abysses de l'errance sans de solides infrastructures éthiques comme ressort ? Surtout, quand l'errance est une auberge en fête qui permet de s'enrichir par la commercialisation de produits avariés et par l'arnaque comme service. Surtout, quand il est plus facile pour des fournisseurs de se spécialiser dans la production et le recyclage de détritus. Surtout, quand les consommateurs ne sont nullement exigeants et se contentent de se pincer le nez pour se remplir la panse d'eau puante Surtout, quand l'impunité vient en soutien à la

suite à la page(16)

Nwèl Aksidan

Kabwèt tonton nwèl chavire
Nan kè kalfou male pandye
Ribanbèl vyolans tout kote
Fè vwa mizè pa rive monte
Jis nan fetay kowona rete
Monte kote rès Nwèl antere
Pou al denonse rèy ensekirite
Ki depafini lespwa mòn Dede
Pete je lespwa demen alemye
Nan fon badji ougan asongwe
Nan malè n ye la n pap rete vre
Aksidan malè fèk kare rive n
Sonje lang apredye te pale n
Aklè flonn bave l menase n
Aklè aksidan fèk pral rive n
Mèt Dòval aksidan fè l kite n
Bon anj Gregori fin tchwipe n
Nanm Evlin Sensè pa sonje n
Nan bab simityè aksidan rive n
Chwal ton Nwèl pa menm vle n
Chwal Nwèl fèk tchwipe libète n
Aksidan aksidan se sa k merite n
Nwèl aksidan Besap fèk brake n
Aksidan chwal zòt fèk kidnape n

J. Fatal Pya

Kiyès Antwàn nan Gonmye te ye ?

J. Fatal Pya ak Mari Michèl Dimanch

Sa m wè pou ou, Antwàn nan Gonmye pa wè l Pwovèb Ayisyen

Antwàn nan Gonmye se te yon Divinò Ayisyen ki te tèlman wè lwen yo te ba l pote non Nostradamous Ayisyen. Antwàn Pentwo se konsa gwo kokennchenn Divinò sa a te rele. Li te abite nan plenn Gonmye ki chita kò l nan 4yèm Seksyon Komin Wozo ki nan awondisman Koray nan Depatman Grandans. Si w wè yo rele zòn nan nan Gonmye se paske l te gen anpil pye bwa ki fè bonjan gonm. Tout moun ki te gen manman yo ak papa yo ki konn al bat kat kay Antwàn rekonèt li te yon gwo Divinò devan letènèl pou m pa di pi fò pase letènèl.

Sitwayen sa a ki pat yon ti Divinò konsa konsa, li te gen yon don espesyal pou l wè anpil bagay ki gen pou rive. E tout sa l te konn di yo te toujou rive vre. Sa k pi bèl la tout moun nan Wozo te konn temwaye sa tou. Antwàn te konn anonse sa k pral pase nan depatman Sid ak Grandans. E li te konn wè tou pou anpil moun ki konn vin pase paj nan oufò l. Sa w tande a depi se moun ki te gen lentansyon vin wè l, li te gen tan konn tout sa k ap pase lakay ou.

Gen anpil moun tankou sila a yo ki nan politik, militè, pè, pastè, fidèl ou sivil blanch ki nan aktivite konmès te konn pran wout oufò l pou vin konsilte l li konn voye tou, yon moun sou bèt pou al rankontre moun nan wout pou mennen l nan badji l la. M pa bezwen di n, si moun sa yo konn sezi wè kijan Antwàn te gen tan konnen yo gen pou vin kote l. Depi w tande sa a, moun nan pa menm bezwen di yon grenn mo Divinò a sèlman fèmen je l epi li tonbe pale ba li menm jan l t ap resite batistè l ba l.

Se sa k fè tou gen anpil moun ki di li gen don telepati. Dòktè Leon rakonte anpil koze Jean Jozèf ak Etzè Vilè te di l sou Antwàn nan Gonmye. Divinò a te gen kapasite pou l gen tan konnen ki kantite moun k ap vin lakay li. E li prepare manje epi mete kouvè pou yo tout san manke youn.

Ki sa Antwàn konn fè ?

Yon jou Antwàn rete nan badji l li rale zorèy yon jennonm byen lwen men ki t ap fè tèt rèd ki pat vle vin chache remèd pou yon moun lakay li ki malad. Gen yon lè menm, Matmwazèl Ejeni Vilè ki te yon pwofesè



Eske se konsa Antwàn nan Gonmye te ye ?

mennen elèv li yo nan piknik bò rivyè a. Antwàn ki wè yo pe pase kouri di " Hmmmm m wè yon male ki pandye sou tèt youn nan ti moun sa a yo". Yon ti tan apre gen youn nan timoun yo ki disparèt kou pappadap vre. Apre yo vin jwenn li bo rivyè a ak tèt li kraze miyèt moso nan mitan 2 chalan.

Yon lòt jou menm, gen yon direktè yon izin ki te pèdi yon revolvè l tèlman chache l chache l te pèdi lespwa li ka jwenn li yon jou. Gen yon toutè ki konseye l al wè Antwàn nan Gonmye. Misye pa fè tèt di l ale vre. Lè misye rive Divinò a esplike misye ki sal vin fè a, e l detaye revolvè a nèt ba l de fil an egwi. Apre l di misye al nan gade nan yon panyen rad sal tèl kote lakay li l ap jwenn revolvè a. Lè direktè a retounen lakay li l jwenn zam nan ekzakteman kote Divinò a te di l la.

Yon jou te gen yon nonm ki te disparèt nan Jeremi tankou yon kout zèklè lapli mwa novanm. Yo chache l tout kote yo pat jam rive jwenn li. Jiskaske youn nan fanmi l yo di kite l al kot Antwàn nan Gonmye. Moun lan potko met pwent pye l nan peristil la Divinò a esplike l ki rezon ki mennen l lakay li. Epi li di l ki kote pou l ale l ap jwenn yon chen k ap mennen l kote l ap jwenn kadav fanmi l lan.

Sa a pi enteresan ankò. Yon jou 2 moun deside al kay Divinò a ansanm, misye depèsyade fòk youn nan yo deplase tout swit kite Peristil li a. Lè lòt la mande pouki Antwàn di l misye pap viv lontan pase sa, e l pa ta renmen pou misye mouri nan djèvò l la. Tout moun sezi wè nonm nan pa menm gen tan rive devan papòt lakay li, li mouri tèt nwè. Matmwazèl Vilè rakonte detan Antwàn ap sot nan kabinè papa l ki te avoka misye kwaze ak li ki di l li gen yon gwo tach nan do l men se pa grav.

Lè Antwàn fin ale moun yo gade yo wè yon gwo tach nan do ti manzè pèsonn pat janm wè anvan. Se pa moun nan Sid ak moun nan Grandans sèlman ki te konnen ki sa Antwàn nan Gonmye peze. Se tout peyi a ki te konnen nonm sa a pat yon Divinò konsa konsa. E se te nan tout peyi a tout moun te konn tande pale sou misye. Depi m piti papa manman m Oras Pya te toujou rakonte m istwa sa a.

Yon jou yon pè blan ki te tande pale sou Antwàn nan Gonmye te deside al teste l pou l ka wè ki sa l gen nan fon dyakout kouzen Zaka l. Anvan pè a deplase li mete yon bann lajan nan pye goch chosèt li. Kou l rive nan badji a Divinò a mande l pouki l bijo mete lajan anba pla pye l gòch li a. Depi lè sa a pè a gen tan wè ki kote l ye.

Wòchma Konstan, yon moun Kanperen ki abitye al achte bèf nan mache Disis pou al vann nan mache Jeremi. Men kòm li toujou pase devan djèvo Divinò n nan li toujou bay misye respe l jiskaske yo vin devlope yon zanmitay si w konn de bn matchopwèl. Yo jou mèkredi Wòchma ap pase ak 3 bèf li t apral vann epi Antwàn te devan an misye kanpe pou l fè yon ti bat bouch avè l. Misye nèk gade bèf yo li di l Wòchma gen youn nan bèf yo ki pa bo bèf. Machann bèf la byen sezi men l pa kwè se vre.

Antwàn nèk rantre nan djèvò a li soti ak yon fwèt kach li kale premye bèf ki tounen yon moun apre l kale 2 lot bèf yo ki toujou rete bèf. Apre Divinò a di Wòchma kòm se pou vann ou te achte l m ap fè l retounen bèf. Li pase moun nan 3 kout fwèt kach ankò, menm kote a li retounen transfòme an bèf ankò. Iv Franswa Janbatis yon bon matchòpwèl mwen rakonte m lè lantèman Antwàn detan moun yo ap pote kò a nan simityè yo santi sèkèy la lejè anpil.

Lè yo louvri l yo wè se yon esen myèl ki vole al poze sou yon gwo pye mango ki te akote rivyè Wozo a. Esen myèl sa a rete sou pye bwa a pandan lontan lontan e tout moun ki konn pase toujou wè l jiskaske siklòn Azèl pase l lage pye mango sa a atè nan rivyè tout longè. M pa kwè n bezwen m di n ki kote tout myèl yo fè. Kòm si nou menm nou ta myèl yon siklòn ta lage pye bwa n te sou li a nan dlo kòm si n t ap rete ? Antouka sa m wè pou myèl sa a yo, si yo te rete Antwàn nan Gonmye pa t ap wè l.

Rasin Defi aplikasyon deklarasyon inivèsèl dwa moun an Ayiti

3zyèm pati

Trayizon demokrasi an Ayiti

Nan yon dezyèm tan, Ayiti konnen yon diktati ki fè plizyè lane. Diktati Rejim Divalye a moute aprè plizyè gouvènman pwoviswa souvan kontestè bò kote kandida yo, nan lide pou yo anpeche pyès kandida pa jwenn privilèj patikilye. Malgre sa a, Franswa Divalye suivan dimansyon politik ak estrateji li te rive pran eleksyon an nan gwo ponyèt kote li te jwenn sipò Lame a epi kòb nan men moun k ap fè politik nan peyi Kiba nan epòk la, tankou li jwenn yon milyon dola nan men prezidan Fulgencio Batista [30]. Menm genyen temwanyaj ki fè konnen F. Divalye te di li pa kwè nan eleksyon lib epi transparan, se Lame li kwè ki dwe bay li pouvwa [31].

Nan kesyon eleksyon pwofesè [32] Victor Benoît (Viktò Benwa) nan kad travay li fè konprann, chak pral genyen eleksyon nan peyi a genyen gwo batay nan lojik pou yon kandida fè dappiyanp sou eleksyon an. Batay sa a makònen gwo vyolans, li suiv pwoblèm politik ak yon lojik diktatoryal. Eleksyon yo fè part pi byen kriz estriktirèl yo peyi a ap konfwonte depi dikdantan, san li pa pote anyen kòm amelyorasyon.

Nou pa dwe bliye, nan mitan peyizan yo, se sou fòm aksyon kominotè, makout yo te kontwole milye riyal la pou gouvènman Divalye a[33]. Selon Laënnec Hurbon « se yon Rejim ki karakterize koripsyon, krim, masak, elatrire », malgre rejim sa a fin kaba, [34] Leta Divalyeryen an repwodui tèt li san Divalye difèke repons kriz estriktirèl yo rejim sila a te soumèt nan fè zak kriminèl pa rezoud pwoblem yo, zak sila yo kontinye manifeste menm aprè rejim Divalye a. [35] Soti 1804 jouk jounen jodi a, Leta Ayisyen te toujou yon Leta otoritè : Ayiti konnen nan tout istwa li senpman diktatè. Diferans Divalye parapò lòt chèf Leta ki pase yo se transfòmasyon yon estrikti diktatoryal otoritè nan yon estrikti totalitè. Rejim Divalye a ak lòt gouvènman yo administre peyi a tankou antrepriz pèsonèl yo, kote koripsyon, represyon ap vale teren, touye tout moun ki vle bloke pouvwa yo, se modèl Leta sa a Sauveur Pierre-Etienne kalifye Leta neyopatrimonyal la [36].

Aprè rejim sila a, eleksyon 1990 yo bay pou premye fwa yon konsekrasyon demokratik nan yon kontèks kote Lame t ap fè gwo represyon kont tout pwosesis demokratik la. Malgre viktwa Jean-Bertrand Aristide kòm prezidan viktwa pa t rete pou lontan difèke Lame ayisyen jwenn jarèt C.I.A konplote yon koudeta kont li [37]. Nan lane 1994, Etazini tounen avèk prezidan Aristid pou kontinye pwosesis demokratik la, aprè plizyè masak ki fèt nan katye popilè yo pou Etazini kraze fòs òganizasyonèl mas popilè a, ki te vle viv yon demokrasi ki chita sou libète byennèt yo. Sepandan pouvwa Lavalas pa t chita vrèman modèl sosyete reyèl li reve a men plis sou Aristid kòm yon pèsonalite karismatik ki chita sou bèl diskou. Echèk pouvwa Lavalas la vin fè genyen gwo difikilte pou moun yo parèt nan espas politik la e pou yo adapte yo [38].

Pouvwa Lavalas se te [39] prensipal alye Fon Monetè Entènasyonal (FMI) ki kontribye nan fè dappiyanp sou antrepriz Etatik yo, ki genyen gwo konsekans negatif sou byennèt pèp ayisyen an. Lavalas manifeste yon pouvwa ki neglije totalman byennèt popilasyon an, an menm tan, kache lavni Ayiti epi fèmen wout pou demokrasi a [40]. Si nan moman ki t ap vini yo konstitisyon an reyabilite divalyeris yo nan dwa sivil ak politik yo ; pouvwa Lavalas la nan pratik li reyabilite yon lòt fwa divalyeris la politikman epi moralman. Reyabilitasyon sa a vin yon pikan kwenna pou lavni demokrasi a an Ayiti [41]. Si Rejim Divalye a t ap itilize [42] represyon kòm prensipal metòd pou batay kont tout fòm opozisyon pou li konsève pouvwa li, Tonton-makout kòm senbòl li ki se yon zouti depaman valè demokratik yo, kote l ap fè entimidasyon, menas, bay pwop tèt yo jistis, arestasyon ki pa legal, pèsekisyon politik, sasina, elatriye, pouvwa Lavalas la ale nan menm lojik sa yo, anplis, pandan prezidan Aristide fin prete sèman jouk rive 29 fevriye 2004, Lajistis pa sispann fè wout kwochi, wout ki rann li plis fèb nan poze aksyon ki pa legal [43].

Sou prezidans Jean-Bertrand Aristide Lajistis pa t vo anyen [44], parekzanp pouvwa politik la pa t respekte kèk Jij ki te genyen obligasyon pou deside nan kad fonksyon yo [45], souvan fwa pouvwa soumèt yo kèk restriksyon ki deyò konstitisyon an [46 ; 139]. Nan san sa a, tout ayisyen k ap viv an Ayiti se yon potansyèl prizonye [47]. Si n ap eseye konprann bidjè Ministè Lajistis nan lane 2003-2004, li genyen yon bidjè anviwon 1.3 milya goud, kote 1.1 milya ale pou Polis Nasyonal Ayiti (PNH), alòs depi lè Ministè Lajistis vin otoritè titèl PNH la, 80% bidjè ale pou lapolis [48]. Andeyò restriksyon ki pa konstitisyonèl yo, nou remake pa genyen vrèman lajan nan bidjè Ministè Lajistis pou li fè travay li jan sa dwe fèt. Pwoblèm sila yo kontribye nan vyolasyon dwa moun yo an Ayiti.

Depi aprè 1986, malgre gwo jefò fèt sou kesyon respè dwa moun yo bò kote kèk òganizasyon, enstitisyon, elatriye, men chapant estriktirèl sosyete a pako chanje pou li rive veritableman nan yon sosyete "tout moun se moun pa gen moun pase moun", se absans yon veritab demokrasi ki lakòz sa a. Sevre aprè 86 Ayiti antre nan yon pwosesis demokratik men li pako janm reyèl. Sosyològ Frédéric Boisrond konprann demokrasi a pa ateri koz edikasyon moun yo ki pa fèt pou yo rive genyen yon kilti demokratik. Ayiti soti nan diktati pou li antre nan yon demokrasi san okenn edikasyon pou li fasilite tranzisyon demokratik la.

Li ajoute konstitisyon 1987 la fèt senpman pou li bloke yon nouvo diktati tabli nan peyi a. [49] Sosyològ Louis Naud Pierre eksplike difikilte ki nan rasin aplikasyon konstitisyon 1987, selon Sosyològ la se yon pwoblèm disonans koyitiv ki genyen kòmkidire lide libète, egalite ak fratènite nan konstitisyon 87 la depaman fason ayisyen yo, yo menm konprann mo sa yo. Lide sa yo kache mit, prejije ak estereyotik negatif yo depi moman difisil yo te viv soti nan Lafrik pou yo rive nan Amerik. Se yon moman difisil ki fè pati istwa kolektiv pèp ayisyen an.

Alòs istwa vyolasyon dwa moun yo soti Lafrik pou yo rive nan Lamerik nan lide pou loksidan fè plis richès, li fè genyen yon lòt fason moun nwa yo sitou, espesyalman ayisyen genyen yon lòt fason yo konprann Deklarasyon Inivèsèl Dwa Moun yo jounen Jodi a, kote Òganizasyon Nasyonzini fè silans sou fason Leta ayisyen pa respekte dwa moun yo, malgre plizyè konvansyon li siyen sou respè dwa moun yo. Lè n ap konsidere plizyè rapò Fondasyon Je Klere (FJKL),- [50]rapò, 6 fevriye 2020, [51]13 me 2020, Rezo Nasyonal Defans Dwa Moun yo (RNDDH),- [52] rapò 13 dawout 2020, sou fason dwa moun yo ap vyole an Ayiti. Vyolasyon dwa moun yo fèt nan yon fason sistematik an Ayiti, li vin yon [53] "habitus", sa vle di yon sistèm dispozisyon dirab, nan sans Pierre Bourdieu. Li fèt nan mitan klas esplwate a, an menm tan bò kote klas dominan an, klas dirijan an epi bò kote [54] "Entènasyonal kominotè" a sou pèp ayisyen an ; kòm nan domèn dwa absoli tout enjerans konstitye yon vyolasyon.

Boutofen, nou eseye konprann kokenn pikan kwenna ki nan rasin aplikasyon Deklarasyon Inivèsèl Dwa Moun yo (DUDH) an Ayiti. Kote nou fè yon analiz dyalektik sou fòmasyon sosyal sosyete ayisyen an, nan yon premye tan; nou rive gade kouman absans yon veritab demokrasi sèvi kòm prensipal pwoblèm pou aplikasyon "Deklarasyon Inivèsèl Dwa Moun yo". Lè nou konsidere istwa Deklarasyon dwa moun yo, Deklarasyon endepandans peyi

Etazini, ki ale prèske nan menm lojik Deklarasyon Inivèsèl dwa Moun yo; fason yo soumèt dwa moun yo, lwa syantifik yo epi demokrasi oksidantal la nan lòt peyi ki pa nan menm dimansyon peyi oksidan yo, espesyalman Ayiti, li depaman sou fason ayisyen konprann demokrasi a. Demokrasi Ayiti a dwe bwè nan sous filozofi libète byennèt kaptif yo t ap batay pou li a, nan fason pou yo ateri "Citoyenneté pleine" lan ki se yon modèl sitwayènte ki chita sou jwisans total dwa sivik, politik, sosyal ak kiltirèl yo. Modèl sitwayènte sa a depaman lòt modèl ki pa konkrè yo.

Nou dwe mansyone [55] dwa moun yo mache kòtakòk demokrasi a. Sepandan demokrasi n ap pale a se pa yon demokrasi reprezantativ, ekonomik oswa politik. [56]Georges Burdeau fè yon kritik sou modèl demokrasi sa yo kote tout pouvwa pèp la jwenn fonnman li nan ògàn reprezantatif la. Genyen demokrasi veritab lè pèp la genyen pouvwa, lè li kapab kontwole manifestasyon pouvwa nan yon fason dirèk. [57] Menm jan demokrasi klasik la, demokrasi sosyal la jwenn fonnman li nan respekte dwa moun yo. Sepandan demokrasi klasik la wè demokrasi sosyal la nan yon lòt pèspektiv.

Dwa yo ki mansyone nan Deklarasyon 1789, se yon ansanm eleman ki makònen dwa pèsonèl moun yo, se yo menm ki genyen obligasyon pou yo jwi yo. Bò kote Leta, dwa moun yo pa dwe vyole. Lide sa depaman an Ayiti pou fason Leta kontribye nan vyole dwa moun yo, si n ap konsidere rapò òganizasyon k ap defann dwa moun yo, FJKL, RNDDH, elatriye. [58]Se vre ekspresyon byennèt pou tout moun lan chita nan

suite à la page(16)

L'ONA, une richesse endormie non exploitée…

Par Emmanuel JULES

L'ONA c'est l'une des institutions autonomes la plus ancienne du pays, elle est surtout renommée par sa politique salariale et ses subventions dans les activités sociales du pays, cependant, le désintéressement de la bonne gouvernance des dirigeants, le déficit des compétences ou du moins l'influence de la politique active sur nos institutions publiques ont depuis toujours et actuel, des impacts néfastes sur le développement endogène et la bonne gouvernance de l'ONA.

Il faut mentionner qu'il y a des problèmes d'ordre plus structurel que conjoncturel au sein de l'ONA, soit sur le plan des règlements intérieurs et d'organigramme, soit sur le plan administratif et financier, soit sur le plan d'accessibilité aux produits de l'ONA, ou du moins sur le plan technologique et gestion des données sensibles ou encore sur la gestion directe des personnels de l'institution notamment de doter tous les employés de l'ONA un espace adéquat afin de bien faire leurs travaux surtout ceux qui sont dans les villes de province.

Sincèrement, il faut éviter de mettre des militants politiques sans aucune qualification et compétence dans les institutions étatiques du pays (surtout dans les postes décisifs du pays) notamment dans les bureaux de l'ONA dans tout le pays. A Jacmel par exemple, sous l'influence d'un sénateur populiste, on a constaté des problèmes de gestion des ressources humaines et de l'espace de travail. La majorité des employés ne trouve pas un espace approprié pour exécuter leurs tâches quotidiennes bien que nous savons pertinemment qu'il n'existe aucune répartition et description des taches vraiment (c'est le désordre total, c'est un véritable « **galimatias payas »**). Les personnels Jacméliens sont restés debout sur la galerie de ladite institution parfois même au milieu de la rue afin d'écouler le temps de travail ou pour faire écouler une grande partie de la durée du travail, sans compter que les bureaux de l'ONA ne sont pas accessibles aux malheureux surtout ceux issus à l'intérieur des différentes sections communales du pays.



Les bureaux de l'ONA ne sont pas accessibles aux malheureux surtout ceux issus à l'intérieur des différentes sections communales du pays.

Ce Sénateur-là, n'est pas un spécialiste en gestion et en administration, il pose toujours des actions réactionnaires restreints, égoïstes, populiste et sans fondements, en vue d'exploiter l'ignorance de ce peuple afin de bénéficier d'un vote populaire misérable, sans conscience et état d'âme sur une grande partie de cette couche défavorisée du Sud'Est qu'il a créé depuis plus de 25 ans. Chaque citoyen qui a bénéficié d'un emploi temporaire ou d'un chômage déguisé sous l'autorisation du Sénateur boiteux doit s'ériger en véritable sauvage ou bourreau contre tous ceux qui ne sont pas d'accord à cette pratique ou du moins qui exigent la qualité des services, la transparence et l'éthique professionnelle. En ce sens, il faut que l'ONA :

1) Fasse des lois portant sur la réforme de l'ONA afin qu'elle modifie le règlement intérieur, l'organigramme ainsi que les taches des employés et de plus qu'elle octroie des prêts ruraux, des prêts de logements sociaux et fournisse des assurances à tous, spécialement aux Agriculteurs-planteurs du pays.

2) Redéfinisse en Amont, la mission et les objectifs de l'ONA, réorganiser la structure administrative et de l'espace de travail de l'ONA notamment l'informatisation et la numérisation des données de l'ONA, la gestion du portefeuille de l'ONA, en intégrant une direction de supervision- une direction d'audit et de contrôle interne- une direction des opérations- une direction des services sociaux, le tout au-dessous de la direction générale ; avec 10 Directeurs Départementaux, 10 Assistants-Directeurs départementaux, 10 Administrateurs Départementaux, 10 comptables départementaux, 146 Responsables Communaux, 190 Gestionnaires de filiales et d'antennes de l'ONA (à raison d'un Gestionnaires de filiale pour chaque 10 sections communales), 10 Directeurs de crédit départemental, superviseur de crédit sociaux, officiers de crédit sociaux, ménagères, messagers, sécurités, gardiens .... Placer un bureau de l'ONA dans chaque commune, une filiale technique et commerciale de l'ONA au centre de l'intervalle d'environ 4 à 5 sections communales. (Voir l'organigramme en annexe).

3) Révise entièrement le chapitre XXXIV sur les sanctions des entreprises notamment l'art 219.

En conclusion, on ne peut pas sortir dans cette spirale dictatoriale de monopolisation et de privatisation de l'ONA dans tous les départements du pays sans une gestion saine et efficace de cette dernière.

Agir en tant qu'hommes et des femmes d'Etat pour une assurance vieillesse garantie !!!

Emmanuel JULES
Administrateurs-Economiste

Jovenel Moïse, une nouvelle Constitution, quoi qu'il en coûte ! *(3e partie)*



Comité Consultatif Indépendant (CCI) pour l'élaboration du projet de la nouvelle Constitution en conférence de presse le lundi 7 décembre 2020 dernier, à l'hôtel Ritz Kinam II, Pétion-ville

Il faut bien l'avouer, dans cette affaire de nouvelle Constitution, personne ne voulait croire le Président Jovenel Moïse sur parole. Aujourd'hui encore (décembre 2020), même avec l'avancement irrémédiable de son projet, le scepticisme demeure chez certains de ses opposants. Pourtant, de toute évidence et sans cas de force majeure, cela se concrétise au fil des jours et certaines activités du Comité Consultatif Indépendant (CCI) laissent même croire que le chef de l'Etat est sur le point de réussir son pari, en tout cas, tant qu'il est toujours au Palais national. À l'annonce de la nomination du CCI, organisme devant travailler à élaborer cette nouvelle Charte, l'opposition, tétanisée et prise dans des querelles intestines, n'a pas pu réagir ou n'a point jugé nécessaire de le faire comme il se doit face à ce nouveau coup de force de la présidence. Les leaders de différentes composantes de cette opposition balkanisée pensaient sans doute à un acte sans importance et sans lendemain vu qu'ils n'ont jamais cru dans aucune action posée par le chef de l'Etat.

Comme pour le CEP, ils espèrent une hypothétique négociation avec l'opposition plurielle qui pourrait déboucher sur le renvoi des membres du Conseil Electoral Provisoire afin de trouver un consensus avant les élections générales annoncées pour l'année prochaine. Peut-être, sur ce point ils auront raison. En ce qui concerne le Comité Consultatif Indépendant, c'est tout autre chose. La mission de celui-ci est diamétralement différente de celle du CEP. La preuve a été donnée à la mi-novembre lorsque le CCI, très silencieux après sa nomination, a donné signe de vie en faisant sa première sortie publique à travers un communiqué de presse en date du 23 novembre 2020 dans lequel il indique « Travailler sans relâche, depuis son installation, et a adopté les marches à suivre ainsi que les procédures devant aboutir à l'élaboration et la soumission à la nation du projet de la nouvelle Constitution.

Cette démarche qui répond à un besoin longtemps manifesté au sein de la population et des différents groupes sociaux, économiques et politiques du pays, permettra d'aboutir à l'adoption par le peuple d'une Constitution qui, tout en préservant les acquis démocratiques et les valeurs républicaines, garantira l'État de droit; les droits fondamentaux du citoyen et permettra le fonctionnement efficace et efficient des pouvoirs publics ». Cette confirmation et la volonté de précipiter les choses ont été marquées par une rencontre avec des journalistes le lundi 9 décembre 2020 afin d'annoncer la clôture de la première phase des travaux du CCI menés tout le long du mois de novembre avec des acteurs de différents secteurs. Lors de cette Conférence de presse à l'hôtel Ritz Kinam, le sociologue Louis Naud Pierre, membre très influent du Comité, a annoncé que deux autres séances de travail seront réalisées et durant lesquelles les travaux des précédentes Commissions constitutionnelles entre 2007 et 2017 seront pris en compte.

Plus loin, Dr Louis Naud Pierre laisse entendre que les experts et les organisations qui ont travaillé durant cette période seront certainement consultés et invités à prendre part à la rédaction du projet final de la Constitution. Or, le CEP du 22 septembre créé bien avant n'a toujours pas démontré sa capacité à aller de l'avant encore moins de pouvoir remplir sa mission comme semble le faire l'équipe du Comité. Alors que le CCI passe déjà à une nouvelle étape de sa mission, lui qui semble bénéficier d'un a priori plus favorable du Président de la République dans la mesure où ses membres ne sont pas soumis à la même contrainte politique que leurs collègues du Conseil Electoral Provisoire qui butent sur les critiques permanentes de l'opposition plurielle. Mieux encore, le CCI semble être plus soutenu par le pouvoir qui semble attendre avec impatience le résultat des travaux pour lesquels il a été nommé. D'ailleurs, on l'a souvent évoqué depuis la mise en place de cet organisme présidé par l'ancien Président provisoire de la République, Boniface Alexandre : il n'y aura pas d'élections générales en Haïti tant que le Président Jovenel Moïse ne sera en sa possession sa nouvelle Constitution.

Comprenant la responsabilité politique voire historique qui leur incombe, les cinq membres du Comité doivent faire vite, très vite, afin de donner satisfaction au chef de l'Etat qui, de son côté, est soumis à une pression terrible de la part de la Communauté internationale qui le presse de donner des gages de garanties démocratiques dans sa gestion par décret depuis le dysfonctionnement du Parlement il y aura bientôt un an. Au début de décembre 2020, même le Core Group s'est alarmé des dérives antidémocratiques du Président. Il est monté au créneau pour souligner le caractère autoritaire des deux décrets présidentiels mettant à mal l'Etat de droit en Haïti : s'agissant du décret du 26 novembre 2020 sur le Renforcement de la Sécurité Publique et celui créant l'Agence National d'Intelligence (ANI). D'après le Core Group, « Ces deux décrets présidentiels, pris dans des domaines qui relèvent de la compétence d'un Parlement, ne semblent pas conformes à certains principes fondamentaux de la démocratie, de l'Etat de droit, et des droits civils et politiques des citoyens » dénonce-t-il dans une note de presse.

Néanmoins, les critiques de cet organisme composé: des Ambassadeurs d'Allemagne, du Brésil, du Canada, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, de l'Union Européenne, du Représentant spécial de l'Organisation des États Américains et de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies ne semblent pas empêcher le locataire du Palais national de dormir. Loin de-là ! En vue de faciliter le travail du CCI, les plus hautes autorités haïtiennes ont profité de la 37e Conférence ministérielle annuelle de la francophonie, pour solliciter le soutien et l'appui technique de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) dans la rédaction de la nouvelle Constitution. En premier lieu, c'est le Président de la République, Jovenel Moïse qui, sur son compte twitter, en a fait l'annonce « J'ai eu, dans une ambiance empreinte de cordialité, un entretien téléphonique avec la Secrétaire générale de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo. Nous avons discuté de la révision constitutionnelle en cours et des prochaines élections » avance-il.

Sans entrer dans les détails, le locataire du Palais national laisse entendre qu'il a le soutien de la Communauté internationale dans ses démarches constitutionnelles tout en essayant de se couvrir de la protection des organisations internationales. Lors de cette 37e Conférence des ministres des Affaires Etrangères de l'OIF ce mardi 23 novembre 2020, officiellement c'est le Chancelier haïtien, Claude Joseph, qui a été le Porte-parole du chef de l'Etat. C'est lui en tant que chef de la diplomatie haïtienne qui a fait la demande au nom du gouvernement et du Président de la République alors qu'il exposait par visio-Conférence la situation sociopolitique du pays à l'organisation et surtout le dysfonctionnement de certaines institutions avec la crise politique qui persiste en Haïti. « J'ai sollicité à cet effet le soutien en expertise de l'OIF en vue de nous accompagner techniquement dans le travail visant à doter le pays d'une nouvelle Constitution » a annoncé le Chancelier depuis son compte twitter. Très actif depuis qu'il est arrivé à la tête du ministère des Affaires Etrangères, Claude Joseph est l'un des ministres clés et l'homme lige du Président Jovenel Moïse.

Il est sur tous les fronts diplomatiques pour la présidence de la République même quand le dossier ne le concerne point. Pour revenir au CCI et à la nouvelle Constitution, les choses avancent à grand pas et les pièces du puzzle commencent à se rassembler avec ou sans le soutien des experts étrangers qui doivent contribuer à sa rédaction. Ainsi, le 23 novembre, le CCI a mis discrètement en circulation un document en deux parties faisant office d'ébauche de travail intitulé : Eléments pour l'élaboration du projet de la nouvelle Constitution. Le premier document ayant pour titre « Note de cadrage » se révèle être un plaidoyer à charge contre la Constitution de 1987. Les cinq membres du Comité Consultatif Indépendant ont fait une analyse critique et intellectuelle de cette Charte fondamentale que personne ne veut mais dont les difficultés pour l'amender relèvent aussi du parcours du combattant.

Tous les principaux thèmes forts ont été passés en revue par Me Boniface Alexandre, l'ex-général de brigade, Hérard Abraham, Louis Naud Pierre, Mona Jean et Jean Emmanuel Eloi. Dans ce document de 21 pages, les membres du Comité ont tenté de convaincre et de démontrer les nécessités pour lesquelles il faut enterrer la Constitution de 1987 et faire valoir avec des arguments plus ou moins solides pourquoi il faut doter Haïti d'une nouvelle Constitution. Une posture qui ne plait pas du tout au Dr Georges Michel, défenseur solitaire de la constitution de 1987, mais oh combien combatif d'une œuvre dont les jours semblent comptés. Cette fois, le dernier des Mohicans prend pour cibles l'octogénaire, ancien Président provisoire de la République, Me Boniface Alexandre, et l'ex-général de brigade et Commandant en chef des Forces armées (FADH), Hérard Abraham qui fut aussi ministre des Affaires Etrangères du gouvernement intérimaire et de facto conduit par Gérard Latortue. L'historien ne s'explique pas l'attitude de ces deux hommes qui, selon lui, sont au crépuscule de leur vie mais qui sont en train de faire le jeu du Président Jovenel Moïse (A suivre)

C.C



Rencontre du CCI le 11 décembre dernier avec certains individus de la diaspora

By Decree, Haiti's President Moïse Defangs Watchdog Court at Odds with Him



Judges of the Superior Court of Auditors and Administrative Disputes (CSCCA) were responsible for reviewing draft government contracts as well as conducting audits until President Moïse curtailed their mandate in a Nov. 6 decree.

by Jake Johnston and Kira Paulemon

On Fri., Nov. 6, the Haitian government published in *Le Moniteur* a new decree limiting the powers of the Superior Court of Auditors and Administrative Disputes (CSCCA). The decree itself was signed by the president and ministers nearly two months earlier, on Sep. 9, but was not formally made public until that weekend. The court, one of only a handful of nominally independent government institutions, is responsible for reviewing draft government contracts as well as conducting audits.



Judge Rogavil Boisguéné, the CSCCA's president. When Haiti's Public Works minister with a heavily armed escort invaded his offices, Boisguéné called it "nothing more than an act of intimidation" and "a threat to prevent the court from doing its job."

While its functions and title have been altered over time, the court was first established in 1823 and was only completely eliminated during the 19-year US occupation of Haiti. It was reestablished afterward and enshrined in Haiti's 1987 constitution.

President Jovenel Moïse has ruled by decree, which is not formally allowed under Haiti's constitution, since January 2020, when the terms of most of Parliament expired. Expanding executive powers, he has reformed the penal code, named a new electoral council with a mandate to rewrite the constitution, and now weakened one of the last remaining institutions exercising government oversight. The latest decree follows years of conflict between the CSCCA and the Haitian presidency.

In 2018, anticorruption protesters began advocating for an investigation into Moïse and his predecessors' handling of billions in spending from Haiti's PetroCaribe Fund, a capital account filled with revenues from the sale of Venezuelan oil between 2008 and 2018. Moïse, under increasing pressure from the streets, pledged to support such an investigation. The CSCCA has since released three audit reports on money taken from the Petrocaribe Fund, finding widespread irregularities and fraudulent practices in the projects it underwrote. The CSCCA reports directly implicated the president and companies he owned and led before his election. Last year, court members had to temporarily leave the country due to threats. As of yet, there has been no real judicial progress in holding anyone accountable for the misuse of public funds. Moïse has denied all the CSCCA's allegations against him.

The conflict has extended beyond just the Petrocaribe investigation, however. In June, the court raised questions over a contract to provide the presidency with helicopters, which had gone to a close political ally. The same month, the CSCCA was accused of hampering the response to COVID when it identified irregularities in a number of contracts to provide the Health Ministry with face masks awarded under a state-of-emergency exception. The contracts, worth about $10 million, moved forward despite the concerns — which included companies that had no experience in the sector and one which was owned by the wife of a current government minister. The health emergency "served as a pretext … to accelerate the corruption machine," according to The Center of Analysis and Research in Human Rights (CARDH). The organization found that $34 million in emergency spending had bypassed CSCCA review all together.

In late August, the court blocked a $57 million no-bid government contract with the U.S. multinational, General Electric, and asked the government to make needed corrections. The president has presented the deal as a key to his pledge to provide electricity across the country. According to the court, one reason for the court's delay in approving the GE contract was the presence of unknown subcontractors that were to be paid a portion of the total amount.

On Sep. 6, Moïse held a "community dialogue" at the National Palace, where he declared that it would be necessary to "reform" the CSCCA. Public Works Minister Joacéus Nader went so far as to say the court was blocking progress in the country and referred to its independent judges as "ignorant" and "incompetent."

In response to comments made by Moïse, the court issued a five-page statement outlining a series of acts of intimidation and threats on its members. The court also provided some of the reasons why it had not approved contracts. "How is the Court responsible for the invalidity of this draft contract? Where are the blocking acts? Who is blocking whom, or who is blocking what?" the court asked.

Prime Minister Joseph Jouthe attempted to ease tensions, apologizing just days later on Nader's behalf and telling the Haitian daily Le Nouvelliste that while it was possible to remove bottlenecks in contract processing, changes would not be made without the court's involvement. We now know that by the time of Jouthe's apology, the government had already drafted and signed the decree curtailing the court's powers — but it had not yet been made public.

Two weeks after Jouthe's apology, Nader appeared at the CSCCA's offices in Pétionville, claiming he and the large group with which he arrived were there simply to check on the General Electric contract's status. But the CSCCA's president had a different interpretation: "When you come into an institution with a group of heavily armed men, who have their faces covered and are dressed in black, and whom we can't even identify if they are police, and they cross all of the perimeters to go into an area that is extremely sensitive, where even some of the judges don't go to, that is nothing more than an act of intimidation," Rogavil Boisguéné told the Miami Herald. "It was a threat to prevent the court from doing its job."

With the recent changes made by decree, the Haitian presidency will no longer have to wait for the court's approval before moving forward with government contracts. In the decree, the Moïse administration argues that the reform is necessary due to the "unjustified slowness in the signing of contracts," which, it argues, "is detrimental to the socio-economic development of the country." A significant change is that the court's opinions on draft contracts will only be "advisory" now. Furthermore, the CSCCA will only have three to five days to issue an opinion before the government can move forward with the contract in question. Overall, the court's review has been changed from ex-ante to ex-post; the court will still provide oversight, but only after contracts have been executed.

On Nov. 12, the CSCCA's president issued a brief statement taking note of the government's decree. In the release, Boisguéné states that the court's ex-ante control is derived from a "strict application" of the constitution and reminds public officials that "the administrative and financial responsibilities attached to their functions are strictly personal" and that is it "their responsibility" to "ensure that … opinions are respected within the framework of this constitutional provision."

Haiti's public finance system is notoriously cumbersome. In 2016, the World Bank noted that multiple institutions played similar roles in approving contracts and that the CSCCA was conflicted in that it both approved contracts and then audited spending afterward. The National Commission on



Economist Etzer Emile: "This new decree could open the door for more acts of corruption in a country where impunity is king."

Public Procurement (CNMP) is also tasked with approving government contracts. "There is considerable debate within Haiti and among donors over the appropriateness and the utility of this ex-ante role [for the CSCCA]. However, it continues to date," the Bank wrote. The new decree specifies that if the CNMP approves a contract, the CSCCA cannot prevent its execution, regardless of whether irregularities are identified.

But, shifting the CSCCA's role without further efforts to ensure it can provide effective oversight on the back-end sends a dangerous message, according to activists. The court would still be able to conduct audit reports such as those it produced on Petrocaribe, but the lack of judicial follow-up to that report serves as an example of why limiting the court to after-the-fact auditing will be of limited value in preventing government waste or holding officials accountable.

With the president having replaced the heads of the anticorruption and anti-money-laundering institutions UCREF and ULCC in 2017, the Parliament now dissolved, and the judiciary seemingly



President Jovenel Moïse has run roughshod over the Haitian Constitution, issuing illegal decrees to crush and punish his political opponents and critics.

unable or unwilling to take on politically sensitive cases, the CSCCA had been one of the last remaining institutions able to check the presidency's powers. In a country with a long track record of impunity, the changes have sounded alarm bells.

"Since 1986, we never had a head of state who had shown so much desire to neutralize the institutions of control," economist Etzer Emile tweeted. "This new decree could open the door for more acts of corruption in a country where impunity is king," he added. Emile acknowledged that administrative procedures may be burdensome, but "it does not mean we have to remove the locks." Checks and balances, he continued, "are critical … to guarantee transparency and good governance."

On Nov. 8, a group of opposition political leaders issued a statement decrying the government's desire to "to transform the country into a lawless state." Moïse, the leaders argued, has repeatedly ignored constitutional limits on executive power, and they noted that ministers who sign these unconstitutional decrees could face legal repercussions after leaving office.

The president, in a Nov. 9 interview with Tele Métropole, was defiant. He repeated the argument that the reform was necessary to take on entrenched interests that simply wanted to block progress and claimed that the decree would actually strengthen the CSCCA by allowing it to just focus on its auditing role. There is little doubt that Haiti's procurement system needs to be reformed, but, in a comment to the Haiti: Relief and Reconstruction Watch blog (HRRW), a former high-ranking government official, who asked to remain anonymous, offered a different rationale for the changes: "To have the road completely opened to allow contracts without any restrictions to his friends or partners."

The original version of this article was published by the Haiti: Relief and Reconstruction Watch blog (HRRW) on the website of the Center for Economic and Policy Research (CEPR).

Souhaite à tous ses cli
et Bonne Ann

ents Joyeux Noël 2020

née 2021







Cambodge : Le rude apprentissage syndical d'une ouvrière de l'industrie du luxe



Des travailleuses de l'usine Superl Ltd

Par Kim Kelly

*

Le 31 mars 2020, alors que la pandémie de Covid-19 continuait à se propager comme un feu de forêt à travers les États-Unis, une grande partie du monde était confinée dans une tentative désespérée d'arrêter la propagation du virus. Des millions de travailleurs et travailleuses étaient licenciés, mis à pied ou, pire encore, obligés de se présenter au travail de toute façon – que des mesures de sécurité adéquates soient en place ou non; sous la «pression économique» malgré leur propre vulnérabilité au virus.

L'industrie de l'habillement en Asie du Sud a été particulièrement touchée, car les commandes se tarissaient, les travailleurs tombaient malades et les mesures de répression contre les organisateurs syndicaux se multipliaient.



Soy Sros, présidente du syndicat de l'usine Superl au Cambodge qui a été emprisonnée pour une publication sur Facebook pendant 2 mois, vient à peine d'être libérée sous caution! Mais elle doit toujours faire en sorte que l'usine abandonne toutes les charges

C'est dans ce contexte de terreur et d'incertitude qu'une jeune Cambodgienne, Soy Sros, travailleuse de l'habillement et dirigeante syndicale, a décidé de se connecter sur Facebook et de dénoncer son employeur pour avoir mis sa vie et celle de ses collègues en danger. Soy n'avait jamais imaginé que l'utilisation de sa page personnelle sur les médias sociaux pour dénoncer l'injustice deviendrait un problème – et encore moins qu'elle serait jetée en prison pendant une pandémie mondiale.

Soy Sros, une veuve de trente ans, mère de deux jeunes garçons, travaille chez Superl Ltd, une usine de confection à Phnom Penh qui fabrique des sacs à main de luxe pour Capri Holdings, Ltd [coté sur le New York Stock Exchange], qui possède les marques Michael Kors, Jimmy Choo et Versace ; et pour Tapestry, Inc [de même coté sur le NYSE] qui possède les marques Coach, Kate Spade et Stuart Weitzman. Ces riches marques mondiales vantent leurs engagements en matière de responsabilité sociale. Elles ont apporté leur soutien au mouvement Black Lives Matter. Mais il semble que leur solidarité ne s'étende pas aux travailleurs et travailleuses d'Asie du Sud qui sont payés une misère pour produire des produits de luxe. Ces dernières sont contraintes de retourner dans un lieu de travail dangereux et, comme le montre le cas de Soy Sros peuvent être sévèrement punis pour être sortie du rang.

Le 31 mars, Soy Sros a critiqué son employeur sur Facebook pour avoir ignoré les directives du gouvernement visant à renvoyer les travailleurs et travailleuses chez eux, avec un salaire réduit et pour avoir, contrairement à cette exigence, licencié 88 travailleuses, dont une femme enceinte. Plus tôt dans la journée, en tant que déléguée syndicale de son syndicat, le Collective Union of Movement of Workers (CUMW), Soy Sros s'était rendue à la direction de l'usine pour protester contre ces licenciements, mais elle a refusé de la rencontrer. Le lendemain, 1er avril, la direction a demandé à Soy Sros de supprimer son post sur Facebook. Elle a obtempéré, mais a refusé de signer une déclaration admettant ses «regrets» d'avoir posté de «fausses nouvelles» (fake news).

Un jour plus tard, elle était assise dans une cellule de prison, arrêtée pour diffamation, provocation incitant à l'agitation sociale et diffusion de «fausses nouvelles». Lorsque le New York Times les a contactés, Michael Kors, Tapestry et Superl [firme dont le siège se trouve à Hong-Kong, produisant des biens de luxe en Chine, aux Philippines et au Cambodge, employant 18'000 salarié·e·s] ont tous refusé de commenter.

Soy Sros a passé cinquante-cinq jours dans une cellule bondée et sale de dix mètres sur vingt avec soixante-dix autres femmes dans la tristement célèbre prison de Kampong Speu. Elle à rapporter au quotidien The Guardian qu'elle dormait avec les pieds des autres détenues lui touchant le visage et qu'elle était terrifiée à l'idée de contracter le Covid-19.

Elle n'était pas seule dans sa situation non plus; la répression de la liberté d'expression et de revendication se poursuit en Asie du Sud-Est, alors que la pandémie s'intensifie. Au cours des derniers mois, des dizaines d'autres Cambodgiens et Cambodgiennes qui ont exprimé ouvertement leur crainte face au virus ou critiqué la réaction du gouvernement et des entreprises face à la pandémie ont été arrêtés pour divulgation de «fausses nouvelles». Ils n'ont été libérés qu'après avoir signé des documents d'excuse comme celui qui a été proposé à Soy Sros. Le Premier ministre autoritaire du Cambodge, Hun Sen, qui entretient des relations amicales avec le Président Donald Trump, les a même qualifiés de «terroristes».

Tout au long de cette épreuve, Soy Sros dit avoir pu compter sur le soutien de son syndicat. Le 13 juin, le syndicat a négocié un accord avec la direction de l'usine selon lequel Superl retirerait les accusations portées contre elle, la réintégrerait et lui verserait un salaire rétroactif pour le temps passé en détention. Elle garantissait qu'elle ne subira pas de représailles ou de discrimination à l'avenir. Mais selon Soy Sros, elle n'a respecté qu'une partie de cet accord. Et donc la lutte continue afin d'améliorer les conditions de travail pour elle et tous ses collègues. «Même si l'employeur l'a réintégrée et qu'elle peut rencontrer les travailleuses pendant la pause déjeuner, l'employeur ne remplit pas vraiment son rôle qui est d'établir une relation industrielle correcte», déclare Pav Sina, le président de CUMW, qui est un affilié du syndicat mondial IndustriALL. «*Les acheteurs comme Michael Kors devraient signer des accords avec les syndicats et les employeurs afin de garantir la liberté d'organisation et améliorer les conditions de travail*».

Pour l'instant, Soy Sros est de retour au travail pour subvenir aux besoins de sa mère et de ses deux enfants. Elle a été libérée de prison le 27 mai et ressent toujours les effets de son épreuve. J'ai contacté Soy Sros par courrier électronique avec l'aide du Worker Rights Consortium [basé à Washington], un organisme indépendant de surveillance des droits du travail qui a assuré la traduction.

Superl Ltd, une usine de confection à Phnom Penh qui fabrique des sacs à main de luxe pour Capri Holdings, Ltd

Kim Kelly: Qu'est-ce qui a changé pour vous depuis votre sortie de prison, tant sur le plan personnel que professionnel?



Soy Sros a passé près de deux mois en prison après avoir critiqué la réponse de son employeur sur la pandémie

Soy Sros: Depuis mon retour, l'employeur ne m'accorde aucune considération. Je suis traitée de manière très différente des autres. Par exemple, mes collègues peuvent librement aller chercher de l'eau potable et aller aux toilettes. Par contre, je suis maintenant strictement surveillée par un cadre assez haut placé chaque fois que je vais chercher de l'eau potable ou aller aux toilettes. J'ai l'impression que la surveillance a augmenté par rapport à ce qu'elle était avant mon arrestation.

En outre, dans d'autres circonstances, je me sens traité différemment. En août, comme mon état de santé n'était pas très bon (maux de gorge et de dents), j'ai reçu un traitement chez le médecin à la maison, au lieu d'aller à l'hôpital. Et je n'ai pas obtenu de certificat médical. Le directeur – celui-là même qui avait déposé la plainte pénale contre moi – a voulu m'infliger une lettre d'avertissement pour cela. J'ai refusé de la signer et je lui ai dit, alors, que je demanderais un congé annuel. Comme l'entreprise ne reconnaissait pas que j'étais en congé de maladie, elle a prétendu qu'il s'agissait d'un congé non autorisé. J'ai perdu six dollars en prime de présence et le salaire de la journée.



Soy Sros, présidente du syndicat de l'usine Superl au Cambodge entourée de ses collègues de travail

Saim, le directeur qui a porté plainte contre moi, surveille toujours mes déplacements de façon stricte, ce qui me frustre.

Dans mon travail, je relie les poignées au sac. Un de mes collègues a mis le nom du sac à l'envers sur environ 1000 sacs à main. L'employeur a voulu me donner une lettre d'avertissement pour cela aussi. J'ai également refusé.

Kim Kelly: D'autres travailleurs de votre usine ou de votre communauté ont-ils pu parler de ces injustices pendant que vous étiez en prison?

Soy Sros: D'après mon observation, mes collègues semblent plus craintifs maintenant. Je pense qu'ils craignent que s'ils me contactent, ils risquent de subir un traitement similaire. Avant, beaucoup de mes collègues venaient me parler de leurs problèmes, mais maintenant, ils semblent avoir peur de me demander de l'aide.

Kim Kelly: J'ai lu des articles sur la très dure épreuve que vous avez vécue en prison, et sur l'insécurité de l'établissement face à la pandémie. Comment va votre santé maintenant?

Soy Sros: J'ai le sentiment d'avoir été affecté par mon emprisonnement. Quand je me déplace en voiture et que soudain quelqu'un utilise son klaxon, je suis très surprise. Avant mon emprisonnement, cela n'arrivait pas. La période de prison fut très stressante, et bien que je n'aie pas ressenti de peur pendant mon incarcération, je m'inquiétais pour ma mère et mes enfants. Je me sens aussi davantage malade; mon cœur ne bat pas comme d'habitude, et j'ai aussi des inflammations dans le nez, la gorge et les dents

Kim Kelly: Quelles sont vos relations avec votre syndicat, le Collective Union of Movement of Workers (CUMW)? Comment avez-vous commencé à vous impliquer dans le syndicat et comment avez-vous commencé à vous intéresser à la lutte pour les droits des travailleurs?

suite à la page(16)

La mémoire au service des luttes : Lumina Sophie

Par FUIQP et Alain Saint-Victor

Il y a 141 ans, le 15 décembre 1879, Lumina Sophie surnommée « Surprise », l'une des dirigeantes de l'insurrection de 1870 contre les békés en Martinique, décédait.

Née en 1848, quelques mois après l'abolition de l'esclavage, elle est la fille d'une ancienne esclave, Marie Sophie (dite Zulma).

Le système esclavagiste étant aboli, les contrats d'associations laissent en jouissance aux nouveaux libres un minuscule lopin de terre et une case. Sur son lopin de terre, la famille élargie de Lumina (sa grand-mère, ses oncles et ses tantes) cultive caféiers, cacaoyers, bananiers.

Après le décès de la grand-mère, la famille se disperse. Le père étant absent, pour survivre, la mère de Lumina exerce de multiples métiers (couturière, cultivatrice, marchande, journalière chez les békés, etc.). Lumina accompagne sa mère dans ses différents travaux et fait ainsi l'apprentissage de la vie des ouvriers et paysans.



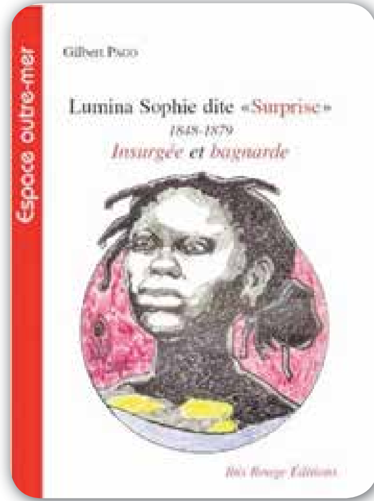
« Elle y fait l'expérience des inégalités subies par les populations rurales, notamment en termes d'imposition et d'accès à l'éducation. Dans une Martinique où l'abolition de l'esclavage est encore récente, les classes privilégiées tentent de préserver leurs avantages, et la ségrégation est prégnante. Lumina y est particulièrement sensible. »

En 1870, un Noir, Léopold Lubin, est lourdement condamné dans une affaire l'opposant à un jeune blanc. Un mouvement de solidarité s'organise aussitôt et Lumina connaît alors sa première expérience militante.

Bien qu'enceinte de deux mois, elle participe au soulèvement qui se déroule le 22 septembre de la même année pour exiger la libération de Lubin. Étant une des principales dirigeantes de l'insurrection, Lumina se fait remarquer pour sa capacité à diriger le combat.

La répression est féroce. Lumina est arrêtée et emprisonnée.

« Lors de ses deux procès, on la présente comme la flamme de la révolte, la reine de la compagnie, la plus terrible des chefs de bande. On l'accuse d'être une incendiaire, de chercher à dominer les hommes, de nier sa condition de femme. En avril 1871, elle accouche d'un petit garçon qui est nommé Théodore par l'administration pénitentiaire, et qui lui est immédiatement enlevé; l'enfant mourra en prison quatorze mois plus tard. En juin 1871, Lumina est condamnée aux travaux forcés à perpétuité pour avoir incendié des habitations et participé à l'insurrection. »



Déportée à la Guyane, elle est contrainte d'épouser 7 ans plus tard un bagnard blanc. Elle meurt peu après d'épuisement, de maladie et de mauvais traitements à l'âge de 31 ans.

Lumina Sophie reste dans les mémoires populaires martiniquaises un symbole de fierté et de révolte contre le pouvoir des békés.

On lui prête ces paroles : *« Le Bon Dieu aurait une case sur la terre que je la brûlerais car Dieu n'est sûrement qu'un vieux béké. »*

Repose en paix, sœur et camarade.

Textes entre guillemets tirés de : https://histoireparlesfemmes.com/2016/12/05/lumina-sophie-insurgee-contre-la-segregation/

Texte : FUIQP et Alain Saint-Victor

La première décennie du processus révolutionnaire arabe

Par Gilbert Achcar*

Le 17 décembre 2010, il y a tout juste dix ans, un jeune vendeur de rue à Sidi Bouzid, dans le centre de la Tunisie, provoquait en s'immolant une tempête politique qui allait rapidement s'étendre au reste du pays, puis à l'ensemble de la région arabophone dans ce qu'il est convenu, depuis 2011, d'appeler «le printemps arabe».

Les premiers mois de ce «printemps» furent euphoriques : une immense vague de protestations massives déferlait sur la région, culminant dans six soulèvements majeurs – l'Égypte, le Yémen, le Bahreïn, la Libye et la Syrie, ayant suivi l'exemple de la Tunisie. Mais peu après cette première montée, la vague révolutionnaire refluait et était suivie d'une offensive contre-révolutionnaire. La révolution bahreïnienne fut assiégée et réprimée. Le régime syrien réussit à résister au soulèvement populaire, mué en guerre civile, jusqu'à ce que l'Iran vienne à sa rescousse en 2013. Peu après, un coup d'État militaire réactionnaire eut lieu en Égypte, suivi d'autres revers ainsi que du déclenchement de guerres civiles en Libye et au Yémen. Cette lourde défaite dissipa les dernières illusions; l'euphorie céda la place au pessimisme, tandis que beaucoup annonçaient la fin des rêves du «printemps arabe».

L'euphorie et l'abattement étaient tous deux cependant des réactions impressionnistes superficielles à la vague révolutionnaire et au reflux qui la suivit. Tous deux négligeaient deux caractéristiques fondamentales du big bang qui a secoué la région en 2011.

La première caractéristique est que l'explosion avait des causes profondes dans la crise structurelle insurmontable résultant de la transformation du système sociopolitique dominant en obstacle au développement, entraînant des taux de croissance économique très faibles et, par conséquent, des niveaux de chômage très élevés, chez les jeunes et les femmes en particulier. Le reflux de la vague révolutionnaire et l'assaut réactionnaire qui suivit n'ont résolu en rien cette crise structurelle fondamentale. Bien au contraire, elle n'a fait que s'aggraver dans les conditions d'instabilité politique qui prévalent au niveau régional depuis le début de la crise. Cela signifie que les événements de 2011 n'étaient que la phase initiale d'un processus révolutionnaire à long terme qui ne prendra fin que lorsque le changement radical indispensable du système sociopolitique dominant aura lieu. A défaut d'un tel changement, la région risque de s'enfoncer dans un déclin désastreux, annonçant une longue période historique de décadence.



L'immolation de Mohamed Bouazizi, le 17 décembre 2010, à Sidi Bouzid, annonce un séisme qui va provoquer le «printemps arabe».

La deuxième caractéristique négligée est le contrôle étroit exercé par le système politique et social dans la région arabe sur les principaux leviers du pouvoir d'État – en particulier les forces armées. L'espoir, très répandu dans les premiers mois du «printemps arabe», que la région connaîtrait une «transition démocratique» aussi aisée que celle qu'ont connue d'autres parties du monde, reposait sur une sous-estimation naïve de la solidité du corps principal de l'État et de sa colonne vertébrale répressive, ainsi que de la disposition des élites dirigeantes à détruire leur pays, massacrer leurs populations ou les refouler afin de préserver leur pouvoir et leurs privilèges – comme l'a fait le régime syrien. Cette illusion naïve a été renforcée lorsque ce qui se passa en Tunisie et en Égypte – où l'«État profond» sacrifia son sommet [Ben Ali, Moubarak] pour préserver ses fondations jusqu'à ce qu'un nouveau sommet apparaisse comme la partie émergée de l'iceberg – fut confondu avec le «renversement du régime» que le peuple voulait, selon le célèbre slogan.

Considérées ensemble, ces deux caractéristiques conduisent à la conclusion que le changement dont la région a besoin pour surmonter sa crise chronique nécessite des directions ou des organes dirigeants du mouvement populaire d'un haut niveau de détermination révolutionnaire et de fidélité à l'intérêt populaire. De telles directions sont indispensables pour gérer le processus révolutionnaire et surmonter les épreuves et les défis difficiles auxquels il faut inévitablement faire face afin de vaincre les régimes existants en gagnant leur base sociale, tant civile que militaire. Il faut des directions capables de se hisser au niveau requis pour assurer la transformation de l'État d'une machine d'extorsion sociale au profit d'une minorité à un outil au service de la société et de sa majorité laborieuse. Tant que de tels organes dirigeants n'auront pas émergé ou réussi à prendre le dessus, le processus révolutionnaire se poursuivra inexorablement à travers des phases de flux et de reflux, des avancées révolutionnaires et des régressions contre-révolutionnaires.

La première décennie du processus révolutionnaire arabe a confirmé qu'il s'agit bien d'un processus à long terme. L'échec du «printemps arabe» – avec des guerres civiles dans trois pays et le rétablissement dans d'autres de l'ancien régime avec une nouvelle figure de proue, plus laide encore dans le cas de l'Égypte – n'a nullement apporté de stabilité sociale à la région. Des éruptions sociales et des protestations politiques ont continué à se produire dans un pays après l'autre, et d'une région à l'autre au sein du même pays, comme cela a été le cas au Maroc, en Tunisie, en Égypte, au Soudan, en Jordanie, en Syrie, en Irak, et ailleurs.

Huit ans après la première vague révolutionnaire, la région a connu une seconde vague inaugurée par le soulèvement soudanais enclenché il y a deux ans, le 19 décembre 2018. Il a été suivi en 2019 par le Hirak algérien et les soulèvements en Irak et au Liban. Au total, dix États arabes ont ainsi connu des soulèvements au cours de la décennie qui s'achève. Autrement dit, près de la moitié des pays de la région et la grande majorité de sa population ont connu des explosions révolutionnaires massives. En outre, presque tous les autres pays arabes ont connu une augmentation notoire des protestations sociales et politiques au cours de la décennie. Et s'il est vrai que la pandémie de Covid-19 a entravé les luttes sociales en cours et inhibé l'émergence de nouvelles, cet impact ne durera pas, d'autant que l'exacerbation par la pandémie de la crise économique régionale ne peut qu'attiser davantage la colère populaire.

Le plus grand défi auquel est confrontée la génération actuelle de révolutionnaires, politisée au cours des soulèvements – et la condition fondamentale de sa capacité à passer du soulèvement à la révolution victorieuse – réside dans la question susmentionnée de la direction, dans ses deux dimensions organisationnelle et politique. Non seulement dans la région arabe, mais dans le monde entier, la nouvelle génération rebelle se méfie à juste titre des anciennes formations politiques et idéologiques, sachant qu'elles ont abouti à l'autoritarisme bureaucratique ou au leadership individuel, et qu'elles ont trahi les principes qu'elles prétendaient incarner afin de s'accommoder de divers types d'oppression sociale, politique et culturelle. La nouvelle génération rebelle tient à l'organisation horizontale à la base; elle rejette le centralisme hiérarchique et opte pour une coordination en réseau, selon une manière qu'illustrent le mieux les «comités de résistance» au Soudan.

Politiquement, comme tous les processus révolutionnaires à long terme de l'histoire, le processus régional est cumulatif. Chaque génération tire les leçons de ses expériences et de ses échecs, leçons qui sont transmises d'une génération à l'autre, et d'un pays à l'autre, au sein d'un même long processus historique. Nous avons vu ainsi comment la deuxième vague révolutionnaire – ou ce que certains commentateurs ont appelé le «second printemps arabe» – a évité les illusions qui avaient affaibli la vague précédente. Il suffit de comparer les trois pays de la région qui ont en commun d'être gouvernés par leurs forces armées: l'Égypte, le Soudan et l'Algérie. Tandis qu'en 2011, puis en 2013, les illusions sur le rôle de «sauveur» des forces armées ont prévalu en Égypte, les mouvements populaires ultérieurs au Soudan et en Algérie ont évité cet écueil et ont réaffirmé leur exigence d'un gouvernement civil comme condition préalable à la démocratie. De même, les mouvements en Irak et au Liban ont tous deux réussi à éviter de tomber dans le piège des clivages confessionnels longtemps utilisés par les groupes au pouvoir afin de diviser le peuple et consolider leur hégémonie.



Un monument en mémoire de Mohamed Bouazizi sur la façade d'un bureau de poste au centre-ville de Sidi Bouzid

Il est certain qu'il y a encore beaucoup de chemin à parcourir entre l'état présent des mouvements populaires, en particulier les mouvements de jeunes, et la réalisation des aspirations progressistes révolutionnaires de la nouvelle génération. Pendant ce temps, l'ordre réactionnaire arabe continue de fourbir ses armes, tandis que ses dirigeants se coalisent dans l'opposition au processus révolutionnaire régional. Le chemin vers l'émancipation révolutionnaire souhaitée est long et ardu, mais la détermination à le prendre est renforcée par la conscience que la seule alternative est l'ignominie et la barbarie.

***Gilbert Achcar est professeur à la SOAS, Université de Londres.**
Al-Quds al-Arabi 16 décembre 2010
Traduction A l'encontre18 décembre 2020

Haïti : succession de massacres et instrumentalisation de milices politiques

Par REHMONCO

En moins d'un an, le gouvernement Moise-Jouthe a publié environ 46 décrets, les uns les plus contestés que les autres. Publiés le 26 novembre 2020, les deux derniers traitent respectivement de la création d'une agence nationale d'intelligence (ANI) et du renforcement de la sécurité publique. Le premier entérine la formation d'une nouvelle milice armée détenant désormais plus de pouvoirs que les différents paliers du système judiciaire et de la police.

Ces agents fonctionnent dans l'anonymat le plus total, ils peuvent, sans rendre compte à qui que ce soit, interroger, fouiller, séquestrer, arrêter des citoyen(nes) : ils ne sont redevables qu'envers uniquement au président de la république. Quant au décret portant sur la sécurité publique, il donne droit de condamner comme un acte terroriste toute manifestation obstruant la voie publique. Les peines vont de 20 à 50 ans de réclusion et d'une amende pouvant atteindre 50 millions de gourdes.

En réalité, les deux décrets visent le même objectif : la répression des travailleurs et d'autres groupes opprimés de la société. Des organismes des droits humains en Haïti ont systématiquement critiqué ces décrets, les considérant comme une violation de la constitution haïtienne, une porte ouverte à la suppression des libertés individuelles et du fonctionnement des groupes d'opposition.

Si cette critique juridique n'est pas sans intérêt, dans une société dite « démocratique » et « libérale », elle ne permet pas néanmoins de saisir les dessous de cette décision essentiellement politique.

Pour arriver à comprendre les raisons de ces décrets, il faut aller au-delà de la conjoncture actuelle. En effet, depuis le départ des Duvalier en 1986, l'oligarchie haïtienne et ses alliés de la classe politique se sont lancés dans une véritable quête de stabilité politique, ce qui veut dire de tout faire, même si cela implique la plus grande répression, pour conserver le statu quo socio-économique.

Le régime sanguinaire des Duvalier avait garanti, par des crimes odieux, par une des répressions les plus criminelles, l'exploitation des travailleurs aussi bien dans les centres urbains que dans la paysannerie. Son effondrement, et les luttes qui en ont suivi, remettait en question le processus éhonté de l'accumulation colossale de profits des classes dominantes. Ces dernières devaient dorénavant tenir compte des revendications populaires, négocier avec les syndicats, le mouvement paysan, etc.

Cette situation, au lieu de se traduire par un nouveau « contrat social », expression utilisée de façon démagogique par l'un des secteurs les plus réactionnaires de l'oligarchie, a donné lieu à de nombreux massacres perpétrés par la police et l'armée.

Avec le temps, cette répression se complexifie et prend la forme d'une hydre à multiples têtes : émergent des groupes paramilitaires formels et informels qui se mettent au service de l'État haïtien et de l'oligarchie dans leur lutte contre les classes dominées.

Au cours des 40 dernières années, ces groupes se succèdent et se différencient à peine. Sous les gouvernements des militaires putschistes, il y avait des milices paramilitaires dont les brassards rouges, les attachés, les assassins du FRAPH, tandis que les gouvernements populistes instrumentalisaient des groupes communément appelés « chimè » (chimères).

Débutait dès lors le règne des « bandits légaux » qui finalement s'est consolidé et a produit aujourd'hui la confédération ou coalition des gangs armés, le G9.

Loin d'être un pur produit de la conjoncture, la multiplication de ces groupes criminels répondent à un besoin des capitalistes locaux et des firmes multinationales opérant en Haïti.

Il s'agit de maintenir un climat de terreur dans le but de poursuivre l'exploitation à bon marché de la main d'œuvre haïtienne et l'expropriation de la paysannerie. Cette terreur doit empêcher les travailleurs à s'organiser, à revendiquer un partage équitable de la richesse sociale. Elle sert également à décourager, voire contraindre les militant(es) progressistes et révolutionnaires à fuir le pays.

En ce sens, il n'y pas de discontinuité entre le règne sanguinaire des Duvalier et l'ère dite de « démocratie bourgeoise ». L'objectif de l'oligarchie est resté le même : maintenir les travailleurs et les autres groupes opprimés de la société dans une situation d'anomie et de désorganisation.

C'est la meilleure façon de poursuivre l'exploitation des travailleurs dans les ateliers de misère dans les grands centres urbains, de déposséder les paysan(nes) de leur lopin de terre au profit des compagnies minières et agroalimentaires transnationales.

Plusieurs secteurs de la gauche et de la droite libérales tant en Haïti que dans la diaspora semblent ne pas comprendre que la politique de terreur n'est pas étrangère à l'ordre social du capitalisme haïtien. Ils espèrent un appui du prochain gouvernement démocrate étatsunien pour résoudre la crise en Haïti. Une attitude non seulement opportuniste, dans la mesure où il perçoit ce changement à la Maison Blanche comme un moyen uniquement de changer de gouvernement, mais aussi « utopiques », en ce sens qu'ils promeuvent aussi la croyance illusoire que la nouvelle administration étatsunienne serait ipso facto contre le pouvoir de Jovenel Moise.

Le fait que certaines critiques, comme celles provenant d'un secteur de l'État étatsunien, blâment des hommes de main du pouvoir PHTK, ne signifie pas que la politique de la domination impérialiste étatsunienne connait un changement qualitatif.

C'est une illusion dangereuse de penser ainsi et de faire croire que l'avenir politique et économique de notre pays dépend uniquement des puissances étrangères, que le peuple haïtien se trouve dans une situation de dépendance et de dénuement tels que nul espoir n'est permis en dehors de l'étranger.

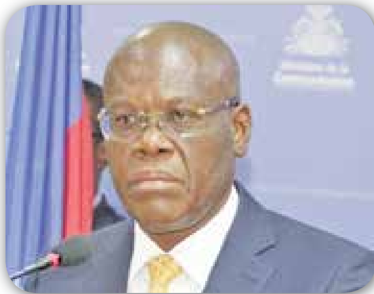
Divulguer l'idée selon laquelle on peut négocier avec les puissances occidentales, en particulier les États-Unis, sans prendre appui sur des organisations en lien structurel avec la lutte du peuple, c'est rêver en couleur, c'est faire croire que les changements, dont notre pays a tant besoin, dépendent uniquement d'un changement d'individus à la tête de l'État. Cette question a été d'une grande pertinence au cours des années qui ont suivi la chute de la dictature des Duvalier, elle l'est encore aujourd'hui : l'avenir de notre pays dépend plus que jamais de la lutte du peuple.

C'est pourquoi nous rejetons et dénonçons cette approche consistant à attendre des puissances impérialiste un quelconque changement de l'ordre social en Haïti. Elle est contreproductive dans la mesure où elle ne sert qu'à faire sombrer les travailleur(ses) et les autres groupes opprimés de la société haïtienne dans l'illusion et l'attentisme. Il s'avère important de saisir la crise haïtienne dans sa dimension structurelle. C'est par la compréhension de cette dimension, par la lutte et par la solidarité avec d'autres peuples en lutte que l'on développera une stratégie et une vision claire d'une nouvelle Haïti.

Pour aut hentification,
Le Regroupement des Haïtiens de Montréal contre l'Occupation d'Haïti
Renel Exentus,
Ricardo Gustave
Montréal, le 21 décembre 2020
Contact: rehmoncohaiti1915@gmail.com

Joseph Joute invité au Cabinet d'instruction sur l'assassinat de Monferrier Dorval

Par Thomas Peralte



Le Premier ministre Joseph Jouthe

Le juge d'instruction Renord Régis, chargé de travailler sur l'affaire du meurtre du bâtonnier Monferrier Dorval survenu le vendredi 28 août 2020, vient de convoquer, pour le vendredi 15 janvier 2021 prochain, le Premier ministre, Joseph Jouthe, qui sera entendu comme témoin en la matière.

En tant que Premier ministre, seul le président de la république, Jovenel Moïse, peut autoriser le juge d'instruction à entendre Joseph Jouthe puisque l'article 400 du Code de procédure pénale dispose que les hauts fonctionnaires de l'État ne peuvent jamais être cités comme témoins, même pour des débats tenus en présence d'un jury, autre que le président de la république, à la demande d'un parti peut autoriser les hauts fonctionnaires de l'État à répondre à ces invitations, par le biais d'une ordonnance spéciale.

Le Premier ministre pour sa part a ainsi réagi, en utilisant comme à l'accoutumée des propos risibles à l'instar d'un comédien pour minimiser l'invitation *« Je respecte la justice de mon pays, je regrette avoir été un premier ministre, sinon je serais aux premières heures devant le carré du magistrat Rénord Régis pour répondre à son invitation »*

« Heureusement, je n'ai rien à voir avec ça, mais c'est la justice, je suis obligé de me plier » ajoute –t-il.

Le Barreau de Port-au-Prince a salué les efforts du juge d'instruction Renord Régis, chargé des travaux sur le crime d'assassinat de Me Dorval remontant à 4 mois déjà.

Par ailleurs, le secrétaire général du Barreau de Port-au-Prince, M. Robinson Pierre-Louis, a pointé du doigt la Direction centrale de la police travaillant pour la justice (Dcpj), qui comprend la police scientifique, affirmant qu'elle n'a jamais remis de rapport technique, ce qui permettrait au dossier d'aller de l'avant, alors que cette institution détient toutes les informations nécessaires.

Une ordonnance concernant cet assassinat devait être rendue à la fin du mois de Janvier prochain ; mais l'enquête se trouve confrontée à des difficultés liées à l'insécurité qui sévit dans le pays, précisément dans les parages du Bicentenaire où se situe le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince.

Aussi, le juge d'instruction Me Renord Régis s'apprêterait à demander au doyen la prolongation du délai concernant l'ordonnance puisqu'il existe des empêchements aux auditions des suspects ainsi qu'à la comparution des personnes citées dans le cadre de cette affaire.

Nous espérons que le Premier ministre Joseph Jouthe n'utilise pas le même prétexte d'insécurité pour ne pas se présenter à cette audience sur le cas de l'assassinat de l'ancien bâtonnier, Maitre Monferrier Dorval.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal de paix de la commune de Carrefour, compétemment reuni en son Hotel de Justice, a rendu en audience publique et en ses attributions civiles le jugement suivant :
PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, maintient le défaut octroyé à la susdite audience contre la caisse populaire Solap (CPS) représentée par le sieur Fritz Macénat en faveur de la dame Pluviose Adrienne André ; accueille l'action de la demanderesse, résilie le bail liant les deux parties pour faute de paiement des loyers échus et dus ; ordonne le déguerpissement de la citée de la maison louée ; accorde l'exécution provisoire sans caution du présent jugement, nonobstant appel ou pourvoi en cassation et condamne la citée aux frais et dépens de l'instance, commet l'huissier PRICIEN Prisnel de ce Tribunal, pour la signification du présent jugement avec commandement.
Ainsi jugé et prononcé par nous, Me FRANTZ MERENTUS, juge en audience civile et publique du lundi sept (07) décembre deux mille vingt ; An 217ème de l'Indépendance, avec l'assistance du sieur FREDERIC Jean Eddy, greffier du siège.
Il est ordonné à tous huissiers, sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du ministère public près les Tribunaux civils d'y tenir la main, à tous commandants et autres Officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.
En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits.
POUR EXPÉDITION CONFORME COLLATIONNEE : Jean Eddy FRÉDÉRIC, GREFFIER.
POUR LE CABINET : MES Jean Eric FRANÇOIS, Kesny LEON et Hesed Deïnad JEAN-BAPTISTE.

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du Ministère public , le Tribunal maintient le défaut requis et octroyé à la barre contre la partie défenderesse ; Admet en conséquence le divorce du sieur Dieuseul FILS AIME d'avec son épouse la dame Ginette VERDINER ; prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux existant entre eux pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse, ce, conformément aux termes des articles 217 et suivants du code civil; Ordonne à l'officier de l'état civil de Thomazeau de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Compense les dépens en raison de la qualité des parties. Commet l'huissier André LOUISSAINT de ce Tribunal pour la signification du présent jugement, compense les dépens
Ainsi jugé et prononcé par nous Me Sully L. GESMA, juge en audience civile, ordinaire et publique du vingt huit octobre deux mille dix neuf, en présence de Me. Rebecca Luc Micheline Belton VERDINER, Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec la participation du sieur Lunas ETIENNE greffe du siège.
Il est ordonné etc......
En foi de quoi etc .....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public, accueille l'action de la demanderesse la dame née Evena SAINT-FLEUR en la forme; maintient le défaut faute de comparaître octroyé à l'audience du vendredi dix sept juillet deux mille vingt contre Faubel DOCIMA ; Admet en conséquence le divorce de la dame Evena
SAINT-FLEUR contre son époux Faubel DOCIMA pour injures graves faits prévus à l'article 217 du code civil haïtien ; prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre eux aux torts de l'époux, ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port au Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers; Compense les dépens vu la qualité des parties; Commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification du présent jugement.
Rendu de nous Legroise AVRIL, juge au Tribunal de première instance de Port au Prince de ce ressort, en audience civile publique et ordinaire du vendredi dix sept juillet deux mille vingt. En présence du substitut commissaire du gouvernement Me. Luc PASCAL, faisant office du Ministère public et avec l'assistance de Me. Jean Serge DUVERT, Greffier du siège.
Il est ordonné. etc. En foi de quoi etc ....
Me Yves PIERRE, Av.

Suite de la page (6)

demokrasi sosyal la men tou li se yon zouti k ap fè pwomosyon pou lib antrepriz, inisyativ pèsonèl epi konkirans. [59]Modèl demokrasi sa a ap konplè nan pwolonjman demokrasi politik la oswa nan aplike yon revolisyon k ap fè li pran wout diktati pwoletarya. Se modèl demokrasi sa a [60] Antonio Gramsci rele « Démocratie ouvrière » a.

Dwa moun yo chita bò kote yon ansanm valè demokrasi a ap fè pwomosyon pou li. Amartya Sen nan kad travay kritik li fè sou modèl demokrasi oksidantal la epi analiz li fè kote li mansyone demokrasi a kapab genyen yon sans laj, sa vle di lè genyen deba politik, yon gouvènman ki chita sou diskisyon ; epi yon sans piti se lè genyen eleksyon. Li konsidere yon ansanm eleman ki nan rasin demokrasi a : pliralism, divèsite, deba piblik, libète fondalnatal, dwa sitwayènte, dwa pou moun yo vote, enfòmasyon yo ki dwe disponib pou tout moun, elatriye. Si n ap konsidere lide Amartya Sen lan, Leta an Ayiti nan dènye lane sa yo prèske pa nan pyès sans demokrasi sa yo, sa vle di li pa nan demokrasi nan sans laj ni piti a, malgre gwo jefò ki fèt depi aprè 1986.

Frédéric Boisrond fè konnen youn nan eleman ki vrèman enpòtan nan yon demokrasi se prensip opozisyon an. [61]Menm jan pati politik yo jwe yon gwo wòl nan kontribisyon yo pou yo tabli demokrasi a. [62] Genyen (3) fason diferan demokrasi a kapab kontribye nan fè lavi moun vin pi bèl: li pèmèt libète politik moun yo manifeste sa vle di aplikasyon dwa sivik ak politik yo ; li fè moun yo kapab eksprime epi defann revandikasyon yo, espesyalman nan desizyon politik k ap pran yo ; li pèmèt moun yo aprann youn ak lòt epi bay sosyete a posiblite pou li bay valè li yo bon jan fòm ak priyorite.

Alòs, [63] depi plis pase yon syèk, pèp ayisyen deside viv epi batay pou demokrasi a men pwojè sila a pako ka ateri malgre elaborasyon yon ansanm lwa. [64]Kreyasyon lwa yo pa difisil, s ak pi enpòtan se kapasite pou fè aplike yo epi veye pou yo kapab kontribye nan chanje lavi pèp ayisyen an. [65]Demokrasi ayisyen genyen an fèt sou fòm yon imaj, li pa chita sou okenn estrikti ki estab, ki reyèl ; kesyon souverènte pèp la se yon idòl. [66] Youn nan prensipal difikilte demokrasi a se zafè inyorans k ap vale teren nan mitan popilasyon an, zafè moun yo ki paka jwenn fòmasyon epi mankman motivasyon bò kote pèp la.

[67] Nan yon lòt bò zafè dezòd, koripsyon nan administrasyon Etatik la ak nan espas politik la, jesyon vag sa vle di san rigè konsidere kòm lènmi demokrasi a. [68] Lòske konstitisyon an pase anba pye, prensipal enterè nanchon an pa jwenn pwoteksyon, diyite nasyonal la ap disparèt, chèf pouvwa ekzekitif la konprann li pi wo pase lalwa, sa vle di pi wo konstitisyon ak lwa yo, sila yo senbolize echèk demokrasi a. [69]Eddy Arnold Jean rezime pikan kwenna demokrasi a nan yon ansanm pwoblèm : koripsyon, pwoblèm estabilite politik, foli pouvwa, enjerans politik ak ekonomik, kesyon paka jwenn jistis, aksyon laboujwazi ak anbasadè yo kont pèp ayisyen an. Nou kapab ajoute pwoblèm altènans politik la an Ayiti kontribye nan bare wout demokrasi a.

Anfè, dwa moun yo ap kontinye pase anba pye si pa genyen yon Leta ki respekte dwa moun yo, an menm tan si pa genyen yon Leta demokratik. Leta ki chita sou dwa moun yo pa otomatikman vle di Leta demokratik. [70]Pou genyen Leta ki chita sou dwa moun yo, fòk moun yo konnen yo genyen menm sosyete. Leta sila a opoze yon modèl Leta otoritè ki pa jwenn limit lalwa. [71] Konstrui yon Leta ki chita sou dwa moun yo se genyen yon Leta ki jwenn limit lalwa epi kote se lwa yo ki defini manifestasyon sosyetal la. Ayiti se yon peyi ki chita sou yon ipokrizi Leta dwa moun. [72]Suzy Castor konprann dwa se vrèman yon zouti ki nesesè men ki pa sifi pou Laënnec Hurbon pale sou Leta dwa moun. [73] Damase Pierre-Louis fè yon kritik sou modèl demokrasi a nan peyi Ayiti kote li eksplike modèl demokrasi ki genyen an se yon mansonj. Nan sans sa a, si pa genyen yon veritab demokrasi, Leta dwa moun, ki chita sou filozofi libète byennèt 1791 lan, Deklarasyon Inivèsèl Dwa Moun yo ap toujou jwenn pikan kwenna ki fè li pap ka aplike an Ayiti.

Dat : 12 desanm 2020.
Malachy BASTIEN, Asp Antwopososyològ, Ekriven.

Suite de la page (3)

jeu géopolitique à propos du Vénézuela.

De 2008 à 2018, le Vénézuela a fourni à Haïti 4,3 milliards de dollars de pétrole bon marché à des conditions de crédit généreuses, faisant d'Haïti l'un de ses plus proches alliés. Mais l'administration Trump a renforcé les sanctions imposées par l'administration Obama au Vénézuela, sabotant ainsi le programme de subventions pétrolières connu sous le nom de PetroCaribe.

Avec la fin de l'arrivée de pétrole et des manifestations hebdomadaires massives exigeant sa démission, le président Jovenel Moïse a cédé à la pression de Washington de répudier le Vénézuela. Le 10 janvier 2019, Haïti a voté à l'Organisation des États américains (OEA) pour qualifier le président vénézuélien Nicolas Maduro d '«illégitime». Haïti a également accepté de rejoindre le groupe de Lima dirigé par les États-Unis, un troupeau d'États vassaux de Washington qui dénigrent le Vénézuela.

Les Émirats arabes unis ont été le premier pays arabe à snober l'ONU et à ouvrir un consulat au Sahara occidental en octobre. Quinze pays africains ont également installé des consulats au Sahara Occidental, dont les Comores, la Gambie, la Guinée, le Gabon et la Zambie.

Haïti a été la première nation en dehors de l'Afrique et du monde arabe à établir une présence diplomatique dans le Sahara occidental illégalement occupé. Le seul autre consulat d'Haïti sur le continent se trouve à Pretoria, en Afrique du Sud.

Dans sa déclaration, le Front Polisario a exhorté l'Union africaine (qui le reconnaît) et l'ONU à «*faire pression sur le Royaume du Maroc pour qu'il mette fin à son occupation du Sahara occidental*».

Ironiquement, la position du Vénézuela sur l'agression du Maroc met l'opportunisme du gouvernement haïtien en relief. Avant l'élection d'Hugo Chavez en 1998, le Vénézuela avait des relations diplomatiques avec seulement 20 pays africains, a déclaré le vice-ministre vénézuélien pour l'Afrique, Yuri Pimentel, à Anya Parampil de Grayzone, en octobre 2019. Aujourd'hui, Caracas entretient des relations diplomatiques avec 55 nations dans «*l'Afrique mère*», a-t-il dit, «*même si l'une d'entre elles n'est pas reconnue aux Nations Unies, car nous reconnaissons le Sahara occidental comme un pays indépendant*».

Article traduit de l'anglais par Alexandra Panaguli

Suite de la page (5)

corruption et à l'irresponsabilité.

Oui, quitte à attirer sur nous les foudres de ceux et celles qui se reconnaissent dans ces indigences, il faut oser dire cette laideur innommable : 12 millions d'individus ne peuvent pas continuer de vivre dans cette trinité résiliente formée par la corruption, l'assistance humanitaire et la migration. Aujourd'hui, Haïti fait figure d'un biais (vide) anthropologique qui augure l'imminence d'un Homo Detritus terrifiant. Et ce, pour l'avenir de toute l'humanité, dans la mesure où cet écosystème précaire et fragile n'est pas autonome. D'autant plus qu'il tient une bonne partie de son indigence de ses échanges avec les autres écosystèmes.

C'est ce qui, malgré les risques professionnels et sécuritaires, nous motive à fouiller intranquillement les strates anthropologiques de l'errance pour provoquer et mettre les faits en situation de récit. Car, pour paraphraser Karen Blixen, nous pensons que toutes les défaillances sont réversibles si on sait en faire une histoire intelligible. Ainsi, on permettra d'objectiver les causes racines de la complexité de cette humaine défaillance contre laquelle on propose des solutions simplifiantes et insignifiantes qui ne font qu'amplifier l'errance.

C'est ce récit que je porte comme témoignage de l'indigence qui fait la fête. Il me semble que les lettrés, les universitaires, les intellectuels haïtiens, les gens de bien de la société civile haïtienne ont suffisamment exhibé leurs diplômes et leurs titres pour qu'on leur demande à présent de prouver la valeur de leurs diplômes et la pertinence de leurs titres en mettant leur savoir en situation autrement qu'en vivant de l'assistance internationale, autrement qu'en fuyant leur pays, autrement qu'en se soumettant ou en survivant à l'indigence. Un savoir ne prend ses marques qu'en se révélant face aux contraintes, qu'en agissant sur les défaillances.

Dans la seconde partie, nous tenterons de faire ressortir comment par l'intranquillité on peut traquer la précarité que nourrissent l'imposture et l'insignifiance du savoir utilisé comme artifice de séduction en Haïti.

Notes

[1] https://aphadolie.com/2020/12/12/brandy-vaughan-deces-de-la-lanceuse-dalerte-ancienne-representante-pharmaceutique-des-laboratoires-merck-co/

[2] https://www.infovaccin.fr/hommages.html

Mediapart 18 décembre 2020

Suite de la page (12)

Soy Sros: Lorsque j'étais en prison, le CUMW m'a beaucoup encouragé et soutenu. Ils m'ont dit que je ne devais pas trop m'inquiéter et qu'ils allaient m'aider [à me faire sortir]. Après ma sortie, le CUMW m'a aussi aidé, comme lorsque j'ai reçu des lettres d'avertissement de la direction. Je me sens presque coupable parce que j'ai dû leur demander de l'aide plusieurs fois.

J'ai participé à la création du syndicat en février 2017. J'ai été élue déléguée par le premier petit groupe de l'usine. Nous étions une trentaine de collègues.

Ma première expérience a eu lieu dans la petite usine près de Tuek Thla, où je ne voulais pas faire d'heures supplémentaires et où j'ai reçu un avertissement pour cela. Je trouvais que l'usine exagérait et j'ai commencé à étudier la loi. J'ai appris que les heures supplémentaires étaient volontaires. Plus tard, j'ai quitté cette usine pour devenir une petite vendeuse de rue. Mais quand j'ai commencé mon travail actuel, j'en savais un peu plus sur mes droits.

Kim Kelly: Que doivent savoir les consommateurs ainsi que les défenseurs des droits du travail occidentaux eu égard aux défis et aux conditions auxquels vous et les autres travailleurs et travailleuses de l'habillement au Cambodge et ailleurs en Asie devez faire face lorsque, chaque jour, vous pointez au travail? Comment les gens peuvent-ils soutenir votre cause?

Soy Sros: J'aimerais dire aux consommateurs qu'ils devraient inciter les marques et les employeurs à respecter les droits des travailleurs et des travailleuses et des syndicats. Qu'ils ne doivent pas craindre les syndicats, mais au contraire nous respecter.

*Kim Kelly est une journaliste indépendante et une activiste basée à Philadelphie. Ses travaux portent sur le travail, les classes, la politique et la culture. Ils ont été publiés dans le New Republic, le Washington Post, The Baffler, entre autres.

Dissent 1er Décembre 2020
Traduction- Rédaction A l'Encontre 19 Décembre 2020

L'armée américaine quitte la Somalie

Le Pentagone a commencé à retirer la majeure partie du contingent militaire américain de Somalie. Cette décision a été prise sur ordre du président sortant Donald Trump.

CNN indique que les forces américaines, qui avaient été positionnées en Somalie, ont commencé leur retrait du pays et sont redirigées vers d'autres bases en Afrique de l'Est.

Dans un communiqué de samedi, le commandant du commandement américain pour l'Afrique, le général Stephen Townsed, a déclaré: «J'ai dirigé l'activation d'une force opérationnelle conjointe, JTF-Quartz, construite autour du quartier général du Commandement des opérations spéciales-Afrique, pour superviser l'opération Octave Quartz, le repositionnement dirigé des forces américaines de la Somalie vers d'autres



Le général de l'armée américaine Stephen Townsend rencontre le Premier ministre somalien Hassan Ali Khayre

suite à la page(18)

L'Indonésie ne normalisera pas ses relations avec Israël tant qu'il n'y aura pas d'État palestinien

Le président indonésien Joko Widodo a assuré au président de l'Autorité Palestinienne (AP) Mahmoud Abbas que Jakarta ne normalisera pas ses relations avec Israël tant qu'il n'y aura pas d'État palestinien. *« Malgré les changements rapides au Moyen-Orient, l'Indonésie ne prendra aucune mesure pour normaliser ses relations avec Israël jusqu'à ce qu'une paix durable soit établie entre les Palestiniens et les Israéliens »*, a déclaré Widodo à Abbas lors d'un appel téléphonique, selon l'agence de presse officielle de l'AP.

Widodo a exprimé son dévouement envers la cause palestinienne, son rejet des récents accords de normalisation conclus entre les Émirats Arabes Unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan avec Israël, et son engagement en faveur d'une solution à deux États pour mettre fin au conflit israélo-palestinien.

Abbas a quant à lui remercié le président indonésien pour son soutien et l'a informé des derniers



Le président indonésien Joko Widodo

suite à la page(18)

Pérou : Des travailleurs des mines se mettent en grève

Un groupe de travailleurs miniers en grève illimitée depuis cinq jours s'est attaché aux clôtures situées à l'extérieur du Congrès de la République.

Ainsi, les manifestants ont exprimé leur rejet contre les licenciements appliqués par les compagnies minières pendant la pandémie en suivant des mesures telles que la suspension parfaite et le licenciement collectif des travailleurs.

Ils demandent à être réintégrés dans leur emploi car, selon eux, beaucoup de ces entreprises ont reçu des fonds du programme Reactiva Peru pour éviter de licencier leurs travailleurs.

Grève illimitée

La grève illimitée a été lancée par la Fédération nationale des travailleurs des mines, de la métallurgie et de la sidérurgie du Pérou (FNTMMSP) et a commencé le 9 décembre.

Un groupe de 160 travailleurs des mines de Cerro de Pasco et d'Ancash est arrivé dans la capitale pour dénoncer "l'abus de la suspension parfaite, des licenciements collectifs et de l'externalisation".

Ainsi que "les infections COVID-19 et les journées de travail atypiques", selon un poster publié par la FNTMMSP sur son compte Twitter. Ils demandent la formation d'une commission tripartite composée de représentants du ministère du travail, de la Société nationale des mines et de la Fédération des travailleurs des mines.

Et ils demandent aux autorités de forcer les compagnies minières à "se conformer aux dizaines de résolutions émises par SUNAFIL pour des violations du droit du travail. Après cinq jours de protestation, "jusqu'à



Des miniers péruviens se sont attachés aux clôtures du Congrès de la République pour dénoncer : l'abus de la suspension parfaite, des licenciements collectifs et de l'externalisation

suite à la page(18)

97% des péruviens souhaitent une nouvelle Constitution

L'Institut d'études péruviennes (IEP), une organisation non gouvernementale, a informé que 97 % des citoyens péruviens souhaitent modifier la Constitution actuelle du pays.

L'enquête de l'IEP a en outre révélé que 63 % des personnes interrogées estiment qu'une assemblée constituante devrait être chargée du changement. En revanche, seuls 28 % ont indiqué que le prochain Parlement était responsable du changement, tandis que 7 % ont préconisé que ce soit le Parlement actuel.

Dans le même temps, l'étude souligne que 74 % des citoyens qui souhaitent un changement ou une réforme constitutionnelle demandent que la nouvelle loi prévoie des peines plus lourdes pour la corruption et les criminels, tandis que 36 % demandent une plus grande intervention de l'État dans les affaires économiques de la nation.

L'étude politique de l'IEP a été motivée par un projet de loi introduit par des législateurs de quatre groupes parlementaires. Les législateurs proposent de profiter des élections générales d'avril 2021 pour demander aux citoyens s'ils souhaitent que le gouvernement élu ce jour-là convoque l'élection d'une assemblée constituante.

Cette proposition a rencontré l'opposition des secteurs conservateurs, qui allèguent que l'instabilité politique peut être générée ou que la Constitution actuelle, approuvée en 1993, ne

suite à la page(18)

Pleins Feux Sur : Pierre « Captain Jean » Provilus (P-au-P – 1965)

« Une empreinte copulative »

Par Ed Rainer Sainvill

Après avoir été au bercail bercé par la tonitruance de multiples courants musicaux des années 1970. Ce qui a eu pour effet de bousculer son enfance dans l'univers des groupes primitifs, que Pierre Provilus a animé sans complexe. Rêvant sans doute de pouvoir un jour faire la fête à des supporters dévoués. Donc, il s'est retrouvé prestement au ''state". Où l'ambiance qui y règne dans ses quartiers de Brooklyn ; fulmine de culture et de musique afro caribéenne. Puisque son frère ainé James, préalablement installé à NY est déjà un musicien et multi-instrumentiste établi dans le milieu antillais anglophone. Prospectant les multiples rythmes afro et caribéens tels : ***calypso, soca, reggae, raga, rap, rock, dance-hall*** etc. avec son groupe « Moon Light ». Un climat qui a fini par convaincre P.P du bien-fondé du show-business.

Puis, ses études de H.S à accomplir à Erasmus de Brooklyn, tunnel des durs à crever. Et les directives de James qui compensent son intuition naturelle de la musique, en l'inoculant dans ces instruments : basse, guitare, batterie et les claviers pour lesquels il a plus d'affinité. Ce qui va d'avantage aidé la cause, lorsque le claviériste du groupe est tombé malade. Et en deux trois mouvements, James lui a révisé les accords et les modalités et, Pierre fut en mesure d'être le claviériste ''bouche-trou" de l'ensemble pour quelques performances. Tout en entamant sa progression sous la supervision de son frère, mettant le grappin sur les intervalles de l'échelle diatonique. Encore que la mansion familiale au 450 E. 26th, entre Newkirk et Foster à Brooklyn est le refuge et point de ralliement des aspirants musiciens. Avec des habitués : Raymond Divers Kino, Frantzy Larèce, Lemy Raymond, Pédro César parmi d'autres.



Pierre « Captain Jean » Provilus avec sa tenue et casquette de majorettes qui ont complété son image d'artiste.

C'est là que Pierre s'empresse d'élever son talent, impressionné par la grandiloquence de Prince son idole dont il admire la versatilité. A l'étape suivante, l'entourage se sent de poids pour lancer le groupe « The 5 Brothers » lequel expérimente toujours les approches afro-caribéennes ; pas en symbiose avec la sensibilité native. Bien qu'entre-temps P.P s'est déjà accoutré de son manteau de rapper créole, devenant l'un des originaux en diaspora. Sa reconversion ***''Tipoul la"*** en fut l'attestation. En tout cas, les « 5 Brothers » ont continué à ruer dans les rancarts de l'immobilisme. Jusqu'à ce qu'un jeune immigrant fraichement débarqué d'Haïti a pris le groupe d'assaut, d'aplomb. Il a pour nom Jensen, et a fini par convaincre la bande que rien ne va bouger pour eux s'ils ne jouent pas du ***konpa***. En plus du ***zouk*** qui vient de frapper à nos portes avec persuasion.

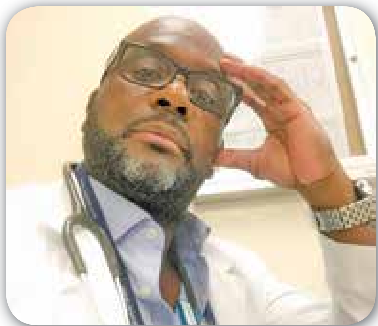
D'où la mutation vers un regroupement plus homogène. Et subséquemment une nouvelle appellation du groupe qui devient « The Partners », formation pionnière de la nouvelle génération à N.Y. Une phase qui l'a vu apprêter de son sobriquet de star ''Captain Jean" ; avec sa tenue et casquette de majorettes qui ont complété son image d'artiste. Trouvant sa voie multidirectionnelle comme chanteur, compositeur, arrangeur, show-man, ainsi que son groove de claviériste avec Ansyto Mercier comme référence. De là, son toucher volubile et sa marque orchestrale ; agrémentant une stabilité harmonique d'une saveur indélébile. Pendant que les « Partners » s'activent à sortir des sentiers battus dans deux œuvres impromptues dont un album de ***calypso*** et ***''Panzou"***. Des initiatives qui leur donnent droit de jouer en lever de rideau pour le « Tabou Combo ».

Attendant le hit qui devait être le déclic. Mais Kino s'en est allé avec ***''Sa fè mal"***, pour le compte d'un nouveau projet avec le « Kajou ». Pourtant, ce coup de frein en plein démarrage n'avait pas ralenti l'ardeur de l'ensemble et de ''Captain Jean" qui renforce ses capacités au gré des divers courants dominants. En s'imposant, jusqu'à être sollicité dans d'autres associations ; incluant une tournée au pays avec le groupe «Kalito Koupe», alors détenteur du tube ***''boujon boujoli"***. De retour à la base, pour mettre le cap sur le prochain album des « Partners ». A ce carrefour, c'est James le maestro qui désiste avec son annexe. Et, c'est Kino devenu King Kino revenu de ses périples d'opportunités qui refait surface ; donnant le ton pour un nouveau nom « Phantoms ». A ce tournant, Pierre Provilus s'affirme avec assurance dans l'arène du show-biz local. Au sein du phénomène spontané que fut l'ascension soudaine des ''Zombis", alors le reflet des contestations, rébellions audaces et inventivité ; trait d'union et synthèses du moment.

En tout cas, au cours d'une décade pleine de rebondissements et de controverses, le « Phantoms » a bien pesé dans la balance. Et ''Captain Jean" en a bien contribué à cette domination. Fort de sa vision, son talent, ses vocalises, son ***rap,*** ses compositions telles : ***14 Février, lanmou nan kalalou, tipoul la, Kisa ki lanmou ?, Mwen bezwenw mennaj, pwen sansib, Joseph, Zo, kavalye***. Et sa marque florissante qui a instillé les zones de clarté et les subtilités harmoniques. En plus des envolées solistes qui ont caractérisé les allures diverses d'un groupe ayant connu l'apothéose dans les trois premiers albums : ***''Louvri baryè", ''Pa bouje"*** et du double cd ***''Résurrection"***. Une époque triomphale qui a empiété sur ses activités de collégien. Ayant eu à prendre une pause dans ses études en informatique, pour tourner avec le groupe alors très en demande.

D'ailleurs, l'étiquette d'anti de facto dont la bande s' est affublée, au temps où les militaires mettaient Haïti à feux et à sang, a bien poli leur image et catalysé leur ascension. Ce qui allait être à leur détriment, car pour certains ce n'était qu'un moyen de se faire de la publicité. Et les fans n'ont pas du tout apprécié. Ce qui allait créer le creux de la vague pour le « Phantoms », qui ne s'est pas remis. En plus des antiques du ''king" devenu kinomorsa qui n'a voulu faire qu'à sa tête, avec des tentations politiques, en plus des dissensions, désertions et les conflits intestins. Mais, lorsque les acolytes Jensen et Kino se sont mis avec Lyonel Lamarre pour administrer ce coup de cochon au reste de la bande. En leur dépouillant de leur statut de co-fondateurs et, allant jusqu'à reformuler le nom du groupe qui est devenu « Fanttoms ». Ce fut la goutte d'eau qui a renversé le vase.

Dans cette période d'instabilité, ''Captain Jean" s'est fait pragmatique, en retrouvant le chemin de l'université pour parachever ses études. En plus, c'est un père de famille dévoué qui tient à ses responsabilités. Quelqu'un avec qui j'ai toujours partagé la chambre d'Hôtel lors des tournées du groupe, auxquelles je suis associé. Ainsi la musique étant devenue secondaire, puisque son influence avait grandement diminué au sein du groupe, dont les paramètres originaux sont délaissés. Du fait que sa sonorité adaptative n'était plus de mise, remplacée par celle de J. M. Valcourt. Mais, puisque la musique est dans la peau, il s'est contenté de faire



Pierre « Captain Jean » Provilus spécialiste en thérapie respiratoire

partie d'un ensemble qu'il a grandement contribué à l'élévation. Bien qu'à cette intersection, son rôle de père de famille le satisfait amplement. Revêtant ses pantoufles de ''papa gâteau" et utilisant ses dons multiples de décorateur, façonnier et touche à tout. Pouvant aménager son propre sous- sol professionnellement. Et faire fleurir un beau jardin botanique dans sa cour.

Pourtant, la deuxième décennie de ce millénaire n'a pas été clémente envers notre ami qui a perdu sa femme d'un cancer. Le laissant avec deux enfants à élever. Tâche ardue, mais réalisable pour Pierre Provilus qui a mis tout son dévouement dans l'éducation de ses progénitures. Une visite chez lui dans son domicile à Seaview, Brooklyn confortera cette certitude. Malgré que son investissement dans l'entreprise ***Tonèl Club*** à Brooklyn s'est envolé en fumée. Encore que cette année l'ait capitulé à la première ligne dans la lutte du covid-19, comme spécialiste en thérapie respiratoire. Une mission qui l'a complètement aguerri, étant au pied du mur dans le traitement des infectés, imbu de l'importance des vies à sauvegarder. Pendant que la musique demeure une accoutumance. Puisqu'il trouve le temps pour prendre part aux retrouvailles du groupe, lorsqu'un ralliement s'impose. Un sacré numéro ce ''Captain".

Suite de la page (17) 97% des péruviens souhaitent une nouvelle..





Les travailleurs au Pérou demandent une nouvelle Constitution

prévoit pas de référendum mais seulement sa réforme par le Congrès.

D'autre part, les partisans de la consultation affirment que le maintien de cette Grande Charte pourrait déclencher des protestations plus importantes que celles qui ont eu lieu en novembre dernier et qui ont forcé le président conservateur Manuel Merino à démissionner. Parmi les manifestants, une demande commune était de modifier la loi fondamentale du pays.

Telesur 15 décembre 2020
Traduction Romain Migus
Les 2 rives 16 Décembre 2020

Suite de la page (17) L'Indonésie ne normalisera pas ses..

développements relatifs aux efforts de Ramallah pour obtenir le statut d'État, selon le rapport.

L'Indonésie, la nation musulmane la plus peuplée du monde, n'a jamais eu de relations diplomatiques officielles avec Israël et soutient depuis longtemps les aspirations des Palestiniens à avoir leur propre État.

Almanar News 18 décembre 2020
Réseau International 19 décembre 2020

Suite de la page (17) Pérou : Des travailleurs des mines se..

présent, il n'y a pas de solution concrète aux demandes des travailleurs miniers", a rapporté la fédération lundi 14 décembre.

Des avantages en vain

Selon la fédération, parmi les sociétés minières qui ont licencié leurs travailleurs au plus fort de la pandémie, on trouve des entreprises qui ont reçu des subventions de l'État par le biais du programme Reactiva Peru.

Ils citent, par exemple, le cas de la société minière Nexa Resources-Atacocha qui, bien qu'ayant reçu 10 millions de S du programme Reactiva Peru, a licencié ses travailleurs. Ce sont précisément les travailleurs de cette entreprise qui se sont attachés aux clôtures situées à l'extérieur du Congrès de la République pour exprimer leur indignation.

Les protestations, selon la fédération, ne cesseront pas tant qu'elles ne seront pas entendues, même si elles doivent continuer à dormir à l'extérieur du Congrès. La raison et l'histoire sont de notre côté et nous sommes conscients que tôt ou tard, tout comme cela s'est passé avec nos frères travailleurs ruraux, la CAS, les affiliés de l'AFP, l'ONP, etc.

Résumé de l'Amérique Latine
Traduction: Romain Migus
Les 2 rives 15 Décembre 2020

Suite de la page (17) L'armée américaine quitte la Somalie

bases en Afrique de l'Est».

Stephen Townsed, dans sa déclaration de samedi, a souligné que «les Etats-Unis ne se retirent pas ou ne se désengagent pas de l'Afrique de l'Est», en rajoutant que «nous restons déterminés à aider nos partenaires africains à construire un avenir plus sûr» et en se voulant rassurant: «Nous restons également capables de frapper Al-Shabaab au moment et à l'endroit de notre choix - ils ne devraient pas nous mettre à l'épreuve ».

Plus tôt ce mois-ci, le président Donald Trump a ordonné à la majorité des troupes américaines de quitter la Somalie «d'ici le début de 2021», dans le cadre d'une des principales décisions de politique militaire prises dans les derniers jours de son administration.

Observateur continental 21 décembre 2020

Liberté pour ASSANGE

Sur la neige immaculée
Sur le sable fin mouillé
Sur l'horizon dégagé
J'écris son nom

Sur tous les murs endormis
Sur les lèvres mutiques
Sur les mains qui se tendent
J'écris son nom

Sur le dos des gouvernants
Sur le front lisse des laquais
Sur les vitrines surchargées
J'écris son nom

Sur les frontons décrépits
Sur les vieux phares oubliés
Sur des feuilles volantes
J'écris son nom

Sur la solitude subie
Sur la santé entamée
Sur le risque encouru
J'écris son nom

Sur l'injustice vécue
Sur le messager sali
Sur l'indifférence des pairs
J'écris son nom

Sur tous les droits bafoués
Sur l'arbitraire imposé
Sur la prison infligée

Les trois statues de bronze de l'artiste italien Davide Dormino qui représentent Edward Snowden, Julian Assange et Chelsea Manning

J'écris son nom

Sur la vérité toute nue
Sur les secrets révélés
Sur Liberté en danger
J'écris son nom

Sur la torture mentale
Sur les mauvais traitements
Sur les morsures du froid
J'écris ton nom

Sur le désir de vivre
Sur tout cela et partout
En lettres capitales
J'écris ASSANGE.

(D'après Liberté, Paul Éluard)
Le Grand Soir 17 décembre 2020

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ADOPTION

Single woman looking to build her family by adoption. Any ethnicity welcome, expenses paid. Please call (347) 470-5228 or my attorney: (800) 582-3678 for information

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! (844) 947-0192 (M-F 8am-6pm ET)

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN AT HOME TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. (M-F 8am-6pm ET)

HEALTH

HEARING AIDS!! Buy one/get one FREE! High-quality rechargeable Nano hearing aids priced 90% less than competitors. Nearly invisible! 45-day money back guarantee! 833-448-0751.

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150. FREE shipping. Money back guaranteed! 1-855-579-8907

HEALTH

Drink "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Jetco Shipping needs DRIVERS to pick up barrels and other items for shipment to Haiti. Good pay! Flexible hours! Call Victorin, 347.998.7112.

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HELP WANTED

$18.50 NYC, $16 L.I. up to $13.50 Upstate NY! If you need care from your relative, friend / neighbor and you have Medicaid, they may be eligible to start taking care of you as personal assistant under NYS Medicaid CDPA Program. No Certificates needed. 347-713-3553

MISCELLANEOUS

Get DIRECTV! ONLY $35/month! 155 Channels & 1000s of Shows/Movies On Demand (w/SELECT All Included Package.) PLUS Stream on Up to FIVE Screens Simultaneously at No Additional Cost. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TV INTERNET PHONE

DISH TV $59.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. 1-888-609-9405.